973



Bibliothèque Nationale du Québec

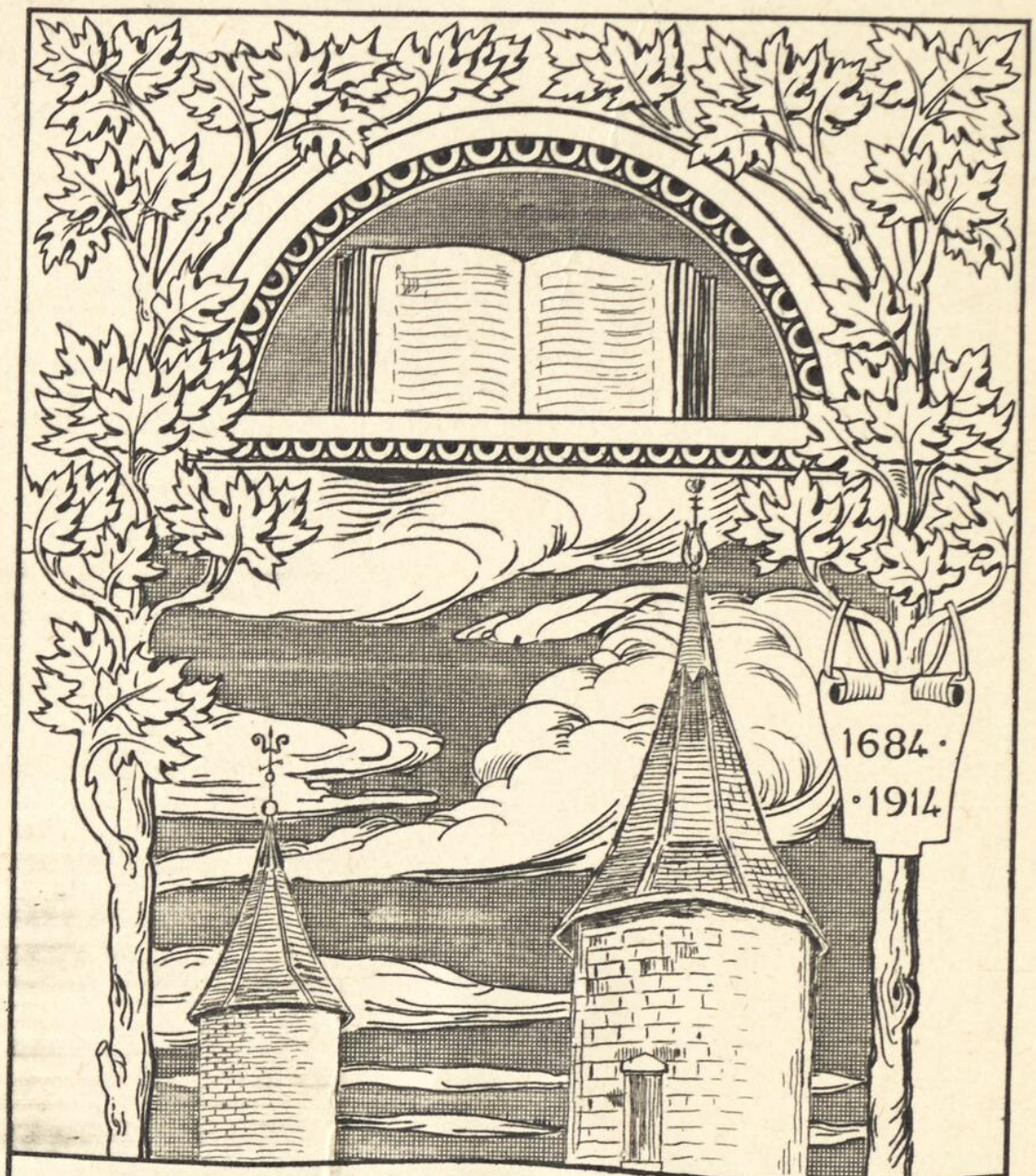
Abbé Georges-Marie BILODEAU
PROFESSEUR AU SÉMINAIRE DU S.-C.
SAINT-VICTOR (BEAUCE)

Pour rester au Pays

ÉTUDE SUR L'ÉMIGRATION DES CANADIENS-FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS.
CAUSES. REMÈDES.



QUÉBEC
L'ACTION SOCIALE, LIMITÉE
—
1926



BIBLIOTHEQVE
SAINT-SVLPICE MONTREAL

Pour rester au Pays

Abbé Georges-Marie BILODEAU
PROFESSEUR AU SÉMINAIRE DU S.-C.
SAINT-VICTOR (BEAUCE)

Pour rester au Pays

ÉTUDE SUR L'ÉMIGRATION DES CANADIENS-FRANÇAIS AUX ÉTATS-UNIS.
CAUSES. REMÈDES.



BIBLIOTECA
SAN SOLANO

QUÉBEC
L'ACTION SOCIALE, LIMITÉE
—
1926

PERMIS D'IMPRIMER.

Jos.-A. Bernier, Sup.,

Séminaire du Sacré-Cœur, St-Victor, Beauc-.

Le 28 février 1926.

NIHIL OBSTAT.

Chs-E. Gagné, Ptre,

Censeur.

Québec, 30 janvier 1926.

IMPRIMATUR.

† J.-Alfredus, Epus. Titop.

Quebeci, 30a die jan. 1926.

DROITS RÉSERVÉS, 1926.

FC
134
B54

B.Q.R.
NO. 4335

PREFACE

La question étudiée au cours du présent ouvrage n'est pas nouvelle. Depuis des années elle est l'objet de recherches sérieuses de la part d'économistes aussi distingués qu'avertis. Si nous l'avons abordée à notre tour, ce n'est pas avec la prétention d'épuiser la matière ou d'avoir vu mieux que les autres ; notre ambition ne dépasse pas les limites d'une simple contribution à l'œuvre commune.

Nous n'avons pas rappelé toutes les opinions émises tant sur les causes de l'émigration que sur les remèdes à y apporter.

Nous reconnaissons la valeur de ces opinions et l'exposé des nôtres ne sauraient tendre à en détruire les effets.

A notre avis, c'est de cet ensemble que doit sortir la solution désirée, si solution il y a. Oh ! nous savons bien que si les conditions économiques étaient ce que désirent ceux qui partent, la question serait vite réglée ! Mais le moyen d'amener des conditions économiques que supposent des exigences si variées !

Aussi supposant des conditions normales, nous avons cru que la formation d'une mentalité — mentalité qui nécessite un retour partiel au passé — fournirait la solution désirée ; et nous avons fait appel à toutes les classes dirigeantes. Nous

113940

avons fait de cette question une question d'éducation.

L'auteur de ces pages ne se serait jamais enhardi à venir exposer ses vues après tant d'observateurs avisés, si, l'an dernier, les idées qu'elles contiennent n'avaient reçu l'approbation d'un jury très compétent, réuni au sujet du Concours de Liaison Française, *et si des amis, peut-être trop bienveillants, ne l'avaient engagé à cette publication.*

Sous cette double influence il a essayé d'habiller le squelette de ses six cents mots soumis au Concours *et le présente, simplement vêtu, à l'indulgence du lecteur, sans autre ambition que d'être utile.*

S'il a atteint son but, son travail se trouvera amplement récompensé.

L'AUTEUR.

———

PREMIÈRE PARTIE

LE FAIT. — LES CAUSES.

Pour rester au Pays

CHAPITRE PREMIER

Le fait

A diverses reprises depuis trois quarts de siècle, chez les Canadiens français, s'est produit un mouvement d'exode vers la frontière américaine. Le cœur gros, les larmes dans les yeux, plusieurs de nos compatriotes sont allés demander à l'industrie de nos voisins le pain que la terre canadienne, disaient-ils, leur refusait ou leur mesurait trop parcimonieusement.

Quand on considère l'étendue et les ressources de notre pays, on s'étonne que le Canada se soit fait aussi inhospitalier pour ses propres enfants.

Deux millions de Canadiens français et peut-être davantage vivent actuellement aux États-Unis. Pour un bon nombre, le Canada n'est plus guère qu'un souvenir, un souvenir pas toujours filial. Interrogez ces nouveaux Américains,

surtout la génération née là-bas ; vous verrez que c'est avec une moue de dédain qu'ils parlent de la patrie des ancêtres. Pour eux, ce n'est plus guère qu'un lieu sombre, qu'un souvenir où se mêlent des forêts, des pierres, des souches, des bûcherons en habits de misère, grelottant au fond de quelque pauvre cabane. Quant à revenir, ils n'y songent même pas, si ce n'est en excursion chez des parents, surtout en temps de grève, ou bien à la Bonne Sainte-Anne.

Ce mouvement depuis son départ n'a jamais totalement cessé ; mais sa recrudescence se fait plus vivement sentir depuis cinq ou six ans.

Après les jours prospères de la guerre et des deux années qui l'ont suivie, on s'est précipité sur les barrières américaines ; les bureaux d'immigration ont regorgé. C'est par milliers et par centaines de milliers que les Canadiens s'en sont allés et s'en vont encore. Le mal n'est pas particulier à Québec, il existe dans tout le Canada. Ceux d'ici gagnent la Nouvelle-Angleterre, ceux de l'Ouest vont à Détroit ou se dirigent sur la côte du Pacifique. Il n'y a pas non plus que les Canadiens français qui se laissent prendre à ce mirage, les Canadiens anglais et les autres,

attirés chez nous à si grands frais, partent en aussi grand nombre.

Pour la plupart, les Canadiens, quand ils sont partis, se proposaient bien de revenir. Quelques-uns sont revenus, mais le plus grand nombre s'est installé là-bas. Les enfants ont trouvé la vie plus facile et plus brillante ; souvent le voisinage de parents et d'amis a fait oublier qu'on était à l'étranger ; ils ne reviendront pas.

Comment s'effectue d'ordinaire le départ des familles canadiennes ? C'est parfois un grand fils ou une grande fille ou même les deux à la fois qui partent. Ils vont gagner un peu d'argent pour soulager la maison, aider à payer les dettes. Après avoir pris contact avec la vie américaine, avec les longues veillées qu'elle donne aux travaillants, après avoir goûté à la régularité du salaire qui vient chaque semaine et aux multiples distractions qui agrémentent la vie, ils ne reviennent que pour entraîner avec eux la famille entière. D'autres fois c'est le chef de la famille lui-même qui part seul, soit pour l'hiver entier, soit pour une partie de l'hiver, afin de gagner l'argent dont il a besoin pour rencontrer ses intérêts. Tout seul il commence par s'en-

nuyer, puis comparant l'aisance relative qui règne ou qui lui paraît régner dans les cités américaines, il revient chercher femme et enfants.

Il ne faut pas être trop sévère pour nos expatriés. Ils ne sont pas partis joyeux. Volontiers ils auraient fait des sacrifices pour demeurer au pays ; ils en ont déjà fait et depuis longtemps. Les États, c'était pour eux l'inconnu. Ils se demandaient avec anxiété, les yeux sur leurs petits enfants, si la religion continuerait là-bas à embaumer leur âme, si la langue française chanterait toujours sur leurs lèvres, si le contact avec tant d'élements morbides n'étiolerait pas la pureté de leur cœur. Mais en même temps les créanciers criaient et menaçaient, les comptes, chez le marchand, étaient très hauts, on n'arrivait plus.

Qui de nous n'a assisté à une de ces ventes de départ, un jour gris d'automne, car c'est l'automne qu'on part de préférence. La paroisse est réunie ; les femmes causent par groupes, les jeunes filles font éclater leur rire, les hommes fument nonchalamment. Cependant la maison est sens dessus dessous. Lits et couchettes

démontés, chaises, tables, tous les meubles, ustensiles de cuisine, vaisselle en désordre sur les vieux matelas ou de simples paillasses, chaudières, seaux, et pour finir, le ber, le vieux ber où dormit plus d'une génération, tout pêle-mêle attend l'adjudication à des prix ridicules. Dans un enclos, les animaux de la ferme font entendre des beuglements qui ressemblent à des plaintes. La faucheuse, la batteuse, le crible, les herses, la charrue, les voitures de la ferme, tout est là en vente ; et le fermier silencieux, la fermière de même, passent tristes à travers ce désordre. S'il était permis de voir les impressions de cet ancien fermier, son cœur nous apparaîtrait baigné dans les larmes. Il est comme un arbre auquel on coupe les branches, il se sent dépouillé. Sans trop se raisonner, il a la sensation de sa déchéance. Il était roi dans son domaine, il devient le tributaire d'une grande compagnie industrielle ou plutôt l'esclave de l'usine. Et que dire des sentiments de la mère ? Avec les meubles, c'est tout une part de sa vie qui s'en va.

A chaque objet que le crieur adjuge s'attache un souvenir. Les enfants passent à travers ce

désordre, un moment associés à la douleur de leurs parents, et parfois joyeux du changement qui s'opère, joyeux de cette joie irraisonnée, cent fois plus triste que la tristesse elle-même. Et cette musique douloureuse qui pleure dans les cœurs, est rythmée par la voix irrégulière du crieur qui assaisonne ses adjudications de plaisanteries lourdes. La vente terminée, on clouera des planches sur les fenêtres et dans la porte, puis on ira passer la nuit chez le voisin ou chez quelque parent, afin d'être prêt à partir le lendemain.

Et dire que ce douloureux spectacle s'est multiplié chez nous depuis quelques années jusqu'à devenir un évènement ordinaire ! Et dire encore que ces fils de la patrie, après l'avoir quittée en pleurant, sont partis pour toujours ! Car, on a beau dire, le rapatriement ne s'effectue pas avec grand succès. Il y a toujours quelques familles qui reviennent, quelques individus aussi ; mais c'est l'exception, et encore on ne tarde pas à s'apercevoir que l'aigle américain a mis sur ces unités assez rares, sa serre impérieuse. Après quelques années, elles repartiront et peut-être accompagnées de parents et d'amis.

Il arrive que des observateurs superficiels, sans nier le fait incontestable de l'exode, se consolent en disant qu'au moins, dans leur localité, le mal ne s'est pas fait sentir encore. Je ne parle pas de ceux qui ne daignent pas même répondre aux demandes qui leur sont faites de statistiques. Il est vrai que les familles peuvent être demeurées, que les maisons n'ont pas été fermées ; mais ce surplus des naissances sur les décès que le curé annonce tous les ans du haut de la chaire, où est-il allé ? Sans doute il a pu se faire que les localités avoisinantes aient bénéficié de ce comble, que la ville en ait reçu un certain nombre, mais presque toujours ce sont les États-Unis qui ont la plus grosse part.

Même dans les paroisses les moins affectées, il faut voir les automobiles qui campent pompeusement devant les portes, avec numéro de licence américaine. Ce sont le plus souvent des fils, des frères, des gendres qui viennent avec toute leur richesse, mais aussi avec arrogance, enseigner le luxe, montrer le chemin des États-Unis, scandaliser les humbles habitants de nos hameaux.

Qui n'ambitionnerait pas pour lui-même ce luxe, cette aisance, souvent bien plus apparente que réelle et surtout extrêmement fragile ? Pas de paroisses aujourd'hui dans Québec, où ce spectacle ne soit donné sans interruption de juin à septembre.

Encore s'il y avait espoir sérieux de survivance pour ces compatriotes d'outre-frontière, on pourrait croire que la Providence voit une extension du génie français et de son esprit apostolique où nous ne voyons qu'un coulage désastreux. Mais l'espoir de survivance pour eux est faible. Tout concourt à fondre dans le même creuset ces races diverses qu'abrite le drapeau étoilé. Un esprit nouveau très oublieux de l'idéalisme ancestral a bientôt fait de pénétrer les nouveaux-venus sous le ciel américain. La langue, ce véhicule de la pensée d'un peuple, cette langue qui par ses vocables rappelle l'idée et la mentalité de la race, se défigure avec une rapidité déconcertante. En combien d'endroits des États-Unis les Canadiens n'ont-ils pas abandonné à tout jamais le verbe des aïeux ! La chaire elle-même, par une anomalie inexplicable, se refuse souvent à prêcher dans la

langue des fidèles l'universelle doctrine du Christ. Or, on le sait, quand la langue maternelle a cessé de nourrir la foi, surtout dans les milieux protestants ou sans croyance, la foi se meurt. Quand on ne sait plus prier dans la langue de sa mère, la prière se fait rare sur les lèvres. C'est alors qu'apparaît le fléau des mariages mixtes dont les conséquences presque fatales sont l'apostasie ou l'indifférence. Il est vrai qu'un mouvement de résistance se dessine de temps en temps, mais il n'est pas toujours unanime, et le bruit de ces luttes dont les échos viennent jusqu'à nous, fait souvent l'impression de râles d'agonie.

Toutefois, en supposant que l'avenir de la foi soit assuré, il n'en reste pas moins que le départ de ces frères affaiblit considérablement la race, et retarde le développement du pays tout entier. Quelle serait notre part d'influence, si nous avions à nos côtés, dans nos luttes, les deux millions de Canadiens devenus américains ! Et si, dans l'Ouest canadien, le long de cette ligne imaginaire qui sépare la plaine canadienne de l'américaine, une chaîne de Canadiens français s'élevait comme un rempart, le danger

de l'annexion qu'on redoute, qui n'est pas imminent mais toujours menaçant, ne serait-il pas éloigné sinon conjuré ?

Donc à tout point de vue l'exode est déplorable. Il expose les âmes à la perte de la foi, prive le pays de bras nécessaires, retarde l'essor de notre race en diminuant la puissance rayonnante de notre esprit catholique et français.

Est-ce que ce fait ne constitue pas pour nous un problème de tout premier ordre ? Le mal est profond, très profond, mais il n'est pas sans remède. Pourtant il ne faudra pas moins que l'action concertée de toutes les influences pour l'enrayer. S'il ne s'agissait que d'un fléau provoqué par des lois mauvaises ou par la négligence politique, les gouvernants suffiraient à y remédier, mais le mal est plus profond, il est dans la mentalité, ainsi que nous le verrons, et c'est pourquoi toutes les forces sociales doivent être mobilisées contre lui.

CHAPITRE II

Causes de l'exode

Pour guérir un mal quel qu'il soit, il faut d'abord en connaître la cause. Souvent la suppression de la cause fait disparaître le mal. Dans l'ordre sociologique ce procédé est à peu près le seul applicable ; tout ce qu'on peut trouver en dehors n'a qu'une valeur temporaire ou n'est qu'expédient. On le comprendra facilement si l'on considère que le mal social a pour siège l'âme elle-même du peuple. C'est pourquoi les maladies des peuples sont très souvent incurables. Elle doit être grande en effet la puissance qui va jusqu'à l'âme de toute une nation lui inspirer une vie nouvelle et l'orienter d'autre manière.

Cependant notre peuple n'est pas encore à ce point malade qu'il faille désespérer de lui. Si son âme n'est pas ce qu'elle était autrefois, il lui reste encore assez de vigueur et de santé

pour éliminer le poison qu'il a bu à condition qu'un tonique énergique lui soit administré.

Quelles sont les causes de l'exode ? Les opinions sont nombreuses et toutes contiennent une part de vérité. Les uns ont cru la voir dans l'esprit aventurier dont nos compatriotes auraient hérité des ancêtres ; d'autres en ont rejeté la faute sur l'imprévoyance ou l'inhabileté des gouvernants ; d'autres, sur les conditions économiques propres à telle ou telle époque ; d'autres ont pensé que toutes ces causes pouvaient avoir concouru dans une certaine mesure à déterminer l'émigration, mais que la cause réelle était plus profonde. Ils l'ont placée dans le défaut d'économie, dans l'imprévoyance, dans la folie du luxe et de la jouissance. Ce mal s'est propagé avec une rapidité d'autant plus grande, que le frein de l'autorité chez les parents s'était amolli, que l'éducation n'a pas réagi d'une manière assez vigoureuse.

Voilà, pour nous, la cause principale de l'exode.

Beaucoup de nos ancêtres coururent les bois, l'histoire l'atteste. On sait que les gouverneurs durent faire des ordonnances pour parer à ce

fléau du passé qui menaçait de devenir fatal à la colonie. Dans la suite un grand nombre de nos pères, à toutes les époques, ont couru les chantiers ou se sont faits trappeurs. Est-ce à dire cependant que cet attrait chez eux fut assez fort et assez général pour créer chez les Canadiens un atavisme tel qu'à lui seul il suffise à expliquer le mal endémique de l'émigration ? Alors pourquoi les Canadiens se fixent-ils aux États-Unis ? Pourquoi ne continuent-ils pas à courir ?

Chez nos ancêtres un certain nombre sans doute ont pratiqué les voyages avant de se fixer, mais les plus nombreux s'attachèrent au sol. Ne leur a-t-on pas reproché d'être trop casaniers ? D'ailleurs après les voyages on se fixait à la terre et on y restait. Pourquoi ces anciens voyageurs, devenus colons, n'auraient-ils pas transmis avec leur sang l'amour du sol plutôt que l'amour des voyages ?

L'esprit aventurier a conduit jusqu'aux rives du Pacifique un certain nombre de Canadiens. Nous en avons rencontré à Seattle ; il y en a dans l'Orégon, le Montana, le Minnesota, la Californie et ailleurs. Mais ce n'est pas par là

que notre race a surtout saigné et saigne encore. Au reste, chez tous les peuples, il y a la classe des voyageurs et des aventuriers. Que cette classe se soit faite proportionnellement plus nombreuse chez nous, à cause de la nouveauté du pays et des grands espaces inhabités, rien n'empêche de l'admettre. Mais de là à conclure que les deux millions de Canadiens français émigrés ont obéi à cette impulsion atavique, il y a loin ; la cause est ailleurs.

Doit-on faire porter aux gouvernements la responsabilité de l'émigration ?

La forme démocratique de l'état moderne et l'idée erronée qu'on se fait de son rôle contribuent à jeter sur les gouvernants la responsabilité de tous les malheurs sociaux. L'État n'a pas les remèdes à tous les maux, et son action ne s'étend pas à tous les recoins de la vie nationale. Nous n'approuvons certes pas la part inconsidérée du Canada dans la Grande-Guerre, et les taxes qui en sont résultées concourent beaucoup à la désertion des nôtres. Cependant il est indéniable que si l économie eût été pratiquée au cours de ces quatre années d'une prospérité inouïe, si la prévoyance eût été mise à contribu-

tion, les taxes aujourd'hui ne paraîtraient pas si lourdes.

Il faut convenir toutefois qu'une plus grande circonspection dans le choix des lieux de colonisation, il y a quarante ou cinquante ans, empêcherait un bon nombre de fils de colons de s'expatrier. De même il semble qu'on s'est montré trop indulgent pour le marchand de bois. Mais alors le problème agricole et celui de la colonisation ne se posaient peut-être pas avec la même acuité qu'ils se posent aujourd'hui. De plus il n'est pas toujours facile d'empêcher les colons de s'installer dans des lieux défavorables. Leur obstination souvent n'a d'égale que l'opposition qu'on met à les en dissuader. Aujourd'hui les bons endroits ne manquent pas et les conditions sont souvent très favorables. Pourtant combien l'on reste sourd aux appels des missionnaires colonisateurs ! Sans doute les mauvaises conditions dans lesquelles on a connu la terre sont pour quelque chose dans cette inertie, mais nous persistons à croire que si d'autres causes ne se fussent pas ajoutées, l'exode n'eût point exercé ses ravages au même degré, même dans ces régions défavorables.

Et combien d'autres endroits ont été fortement atteint où cette cause n'a pu agir.

Les conditions économiques créées par la guerre ne sont elles-mêmes qu'un facteur conditionnel dans le problème qui nous intéresse.

Il est vrai que les produits de la ferme ont baissé tout à coup,tandis que le prix des articles manufacturés est demeuré très haut. Il est vrai que les monopoles ont manœuvré de telle sorte que le peuple a dû subir une exploitation regrettable. Les marchés étrangers se sont ouverts plus difficilement à cause de la dépréciation des valeurs européennes. Mais si le cultivateur n'a plus trouvé les prix fabuleux de la guerre pour ses produits, si les salaires des ouvriers n'ont pu se tenir à la hauteur des années précédentes, produits et salaires ne sont pas tombés tout à fait. Comparons-les à ceux d'avant-guerre. On répond que tout est monté en proportion. Soit : machines, voitures, habits, tout est encore très haut. Mais les viandes, les légumes, et tout ce qui regarde l'alimentation ont baissé, puisque le cultivateur s'en plaint. Et si on les paie encore très cher chez le fournisseur, c'est peut-être qu'on est trop difficile. La table des pauvres

se charge peut-être trop facilement de mets recherchés. Quant aux machines, aux voitures, aux automobiles, aux habits, n'est-on pas plus exigeant qu'il y a dix ans ? Et qu'a-t-on fait des économies que le temps de la prospérité auraient dû accumuler ? Notre situation économique n'est pas ce qu'elle a été, elle ne saurait l'être ; mais tout bien considéré elle n'est pas encore si mauvaise. Voici ce qu'en disait naguère encore un économiste américain, Babson: " C'est probablement au Canada qu'existent les meilleures conditions de vie pour l'ensemble de la population ". Et le numéro de *La Rente* auquel nous empruntons cette citation ajoutait : " Des témoignages comme ceux-là nous reposent des jérémiades de nos pessimistes incorrigibles qui crient à la faillite à propos de tout et à propos de rien. On remarque que d'une façon générale les affaires sont assez bonnes chez nous, mais que la confiance, facteur essentiel au retour définitif de la prospérité, est lente à pénétrer les esprits. Il y a fort à présumer que si nous n'avions pas tant de sonneurs de fausse alarme, toute crainte serait dissipée et que le pays jouirait depuis longtemps d'une excellente situa-

tion. On ne crie pas au loup sans effrayer les enfants ; on ne crie pas davantage à la ruine sans ébranler la confiance de toute une population."

Concluons donc que si rien n'était changé dans notre manière de vivre, les conditions économiques dans lesquelles nous vivons, sans être idéales, nous permettraient de demeurer tous au Canada.

Mais précisément il y a quelque chose de changé, et c'est dans ce changement que réside le mal. Les Canadiens français se sont habitués durant la guerre à une vie trop large.

On sait que durant ces jours de consommation intense une prospérité transitoire s'est répandue sur le Canada. Alors chacun s'est mis à vivre comme si cette prospérité devait toujours durer. C'est en vain qu'on leur a conseillé de ne pas quitter la simplicité et la frugalité anciennes, ils n'ont pas entendu. On leur a dit, mais vainement, qu'après les années de cette prospérité factice une crise surviendrait. Mais une soif folle de jouir s'était emparée de la population, et cette soif s'est accrue par le retard de deux ans, après la guerre, de la crise prédite.

Quelques-uns ont économisé ; et des pères de famille nombreuse ont pu établir avantageusement tous leurs enfants. Mais la plupart ont manqué de prévoyance ; au lieu de mettre leur argent de côté, ils se sont mis sur les épaules des charges très lourdes qui maintenant les écrasent. Presque tous ont contracté des habitudes de luxe incompatibles avec leur état, sans en vouloir rabattre maintenant que les beaux jours sont passés. Une citation de Louis Arneau, qui connaît à fond la classe agricole, dans le numéro du 19 décembre 1925 de l'*Action Catholique*, peut nous éclairer sur ce point.

" Que l'esprit de gaspillage ait moins gangrené la classe agricole que les autres classes, je l'admets volontiers. Avec tous les hommes de bons sens je m'en réjouis fort ; c'est notre dernière réserve nationale.

" Qu'il faille toutefois ne pas lui prêcher l'économie ; c'est autre chose.

" Est-ce qu'il n'y a pas certains cultivateurs qui ne vivent pas selon leurs moyens ? Est-ce qu'il n'y en a pas qui sont trop fiers ? D'autres qui n'ont aucun ordre dans leur vie ?

" Qui n'a vu l'un ou l'autre de ces jours tel cultivateur, gros travailleur parfois, mais qui n'a jamais su mettre à l'abri ses instruments aratoires, ses voitures fines, ses voitures de travail, etc... Le tout est toujours à la belle étoile, dans le grand hangar du Bon Dieu....

" Cet autre dont haches, marteaux, fourches, pelles, mèches et vil-brequins sont le perpétuel jouet des enfants, petits et grands ; cet autre qui ne sait jamais prendre un harnais, le réparer, le graisser à temps, accrocher une porte ou une fenêtre, fermer une barrière, faire une clôture convenable ? etc... etc...

.....

" Par ailleurs, qui n'a vu dans la maison de certains cultivateurs, ces femmes et ces filles, souliers pointus et bas de soie aux pieds, vêtues de cotonnades, et ainsi accoutrées à l'année ?

" Elles vont peut-être encore traire les vaches, laver les bidons de lait, sarcler le jardin, mais ça ne durera pas. Elles ne portent pas de costumes qui cadrent avec ces travaux.

.....

" Quel est le pourcentage de ceux qui ont déserté la campagne pour la ville ou pour les États-Unis parce qu'ils n'ont pas su pratiquer l'économie ?

" Il est effrayant."

Dans d'autres articles le même auteur a traité d'autres points également importants, il a montré la profondeur du mal.

Au fond, c'est le genre américain passé chez nous. Il faut jouir de la vie à tout prix. Luxe sur la table, luxe dans les voitures et dans les chevaux, luxe dans la toilette, luxe partout, jouissance partout et en tout.

Ajoutons à cela la disparition de l'autorité chez les parents. Cette disparition n'est pas complète heureusement, mais elle fait de rapides progrès. Les jeunes filles partent très tôt pour aller gagner de l'argent ; et cet argent, elles n'entendent pas le remettre à leur père au retour. D'ailleurs il passe entièrement pour la toilette. Là en ville, elles sont bientôt délurées, prennent avec leurs maîtres ou maîtresses des attitudes indépendantes, posent à leur engagement, des conditions que les maîtres chrétiens hésitent

à accepter. Et lorsqu'elles reviennent, elles scandalisent les petites sœurs et les compagnes, soit par la hardiesse du costume, soit par sa somptuosité. Et dire que ce seront ces jeunes filles qui deviendront les mères et les éducatrices de la future génération ! Pouvons-nous attendre beaucoup d'elles sous le rapport de l'économie et des industries domestiques ? Qui croira qu'elles seront à la hauteur de leurs aïeules, tenancières si accomplies ?

De leur côté les jeunes gens sont encore moins soumis. Il leur faut de l'argent, et comme leur père leur en fait une part qu'ils trouvent insuffisante, ils vont en gagner aux chantiers ou aux États-Unis. Il est bien entendu que cet argent passera en folles dépenses ! Tout au plus peut-on espérer que ces fils s'achèteront leurs habits. En revanche, ils amèneront à l'écurie un cheval inutile qui sera hiverné gratuitement.

L'habitude une fois contractée, les voyages deviennent une nécessité ou une manie. Sans économies, ayant désintéressé leur père du soin de les établir, ils courent ainsi des années sans jamais rien amasser ; et comme les États-Unis sont le pays favorable à la vie au

jour le jour, lorsque sur le tard ils songent à se marier, ces célibataires fanés s'en viennent chercher une petite fille de nos campagnes et l'entraînent avec eux au-delà de la frontière. Autant de choses qui ne seraient pas arrivées si le père eût gardé son fils à la maison et contrôlé ses dépenses.

Nos compatriote d'origine anglaise laissent, dit-on, une grande liberté à leurs enfants, et les enfants non plus que les familles ne s'en portent pas plus mal. Cette objection ne peut tenir devant la plus élémentaire des observations. D'abord il n'est pas si certain que l'enfant ne s'en porte pas plus mal, et d'autre part il faut tenir compte du tempérament saxon. Plus que nous les Anglais et les Américains ont le sens du pratique, et mieux que nous ils savent mettre un frein à leurs désirs. Notre tempérament à nous est plus vif, plus facile à l'émotion, plus enclin à suivre le sentiment ; c'est ce qui explique que le Canadien, une fois adonné au plaisir, s'arrête si difficilement. Ajoutons que les conditions familiales ne sont pas les mêmes chez les Anglais et chez nous. Les familles ne sont pas nombreuses et il est plus facile au chef de se

faire un pécule qu'il lèguera à son fils ou à sa fille unique. Que le lien de l'autorité chez eux soit plus lâche, que le fils ait plus de liberté, les inconvénients sont moindres, car l'intérêt de ce fils le ramène à la maison paternelle presque nécessairement, et les dépenses folles qu'il pourra faire n'entameront guère l'héritage qui l'attend.

Chez nous, au contraire, l'économie la plus stricte doit être pratiquée ; toute dépense folle ou simplement inutile a des répercussions désastreuses sur la famille.

A ces causes, ajoutons que l'éducation n'a peut-être pas toujours répondu aux vrais besoins de notre race. L'éducation religieuse a été soignée sans doute, mais il est arrivé trop souvent que les petites institutrices, méprisant elles-mêmes le sol, ont exercé une influence déprimante sur les petits qu'elles formaient. Elles se faisaient ainsi l'écho des parents qui trouvaient bien trop pénibles pour leurs fils et leurs filles la profession d'agriculteur et de colon.

De même l'engouement pour le cours commercial, tout au plus, bon pour les enfants des

villes et quelques unités de la campagne, s'est répandu jusqu'à devenir un vrai fléau. Comment, raisonnait-on, un homme muni d'études pouvait-il revenir à la terre et gaspiller ainsi son instruction !

Les professionnels sont-ils toujours aussi à la hauteur de leur rôle? N'arrive-t-il pas qu'ils exercent une véritable exploitation des populations sur lesquelles ils prélèvent une vie scandaleusement large? Je n'ose pas dire qu'ils ont manqué de formation sociale, mais ils ont, en bien des cas, oublié les enseignements qu'on leur a donnés sur ce point au temps de leurs études.

L'exode a donc chez nous pour véritable cause, une déviation dans la mentalité, déviation qui chasse l'économie des foyers avec l'autorité des parents et l'amour de la terre, qui fait de la jouissance le but principal de la vie, déviation que n'ont pas assez combattue la prédication contraire, l'éducation, le journal et l'exemple.

On peut voir par les développements précédents que nous avons observé le problème de l'exode surtout dans les campagnes.

L'émigration existe aussi dans les villes, c'est indéniable. Mais les causes sont plus complexes.

Au premier rang on peut mettre la poussée des campagnes vers les villes. Ce mal guéri, la crise du chômage et celle du salaire diminueront. En second lieu l'économie qu'on ne pratique pas assez à la campagne, se pratique encore beaucoup moins dans les villes, chez l'ouvrier ; les circonstances s'y prêtent d'ailleurs. Il y aurait ensuite toute une étude à faire sur le véritable rôle de la richesse ; sur le libéralisme économique, système qui prêvaut depuis un siècle et demi et dont l'effet est de jeter face à face dans un conflit fatal le patron et l'ouvrier ; sur la grande industrie qui a tué le petit patron ; sur le machinisme qui diminue la main-d'œuvre et favorise le chômage ; enfin sur l'agiotage qui cherche une augmentation de richesse dans les savantes combinaisons de la Bourse sans soumettre le capital au travail, seul capable de le rendre justement productif.

Aux dernières de ces causes il est bien difficile de trouver un remède efficace. Seule la doctrine catholique reçue et vécue pourrait ramener

l'ordre. Mais ceux qui détiennent le capital très souvent ne croient pas, et plus souvent sont férus de principes contraires. Ce mal est celui des sociétés irrémédiablement décadentes. Toutefois l'économie chez le peuple, l'attachement à la terre, le goût de la vie simple, constituent une réaction énergique contre ce fléau. Par là nous gagnerons du temps, et le temps est un grand guérisseur.

SECONDE PARTIE

LES REMÈDES

CHAPITRE PREMIER

L'éducation

Pour guérir le mal des sociétés, les économistes suggèrent bien des remèdes. Selon qu'ils s'inspirent d'idées spiritualistes ou de théories matérialistes, leurs remèdes s'adressent à l'âme de la société ou à son organisation extérieure. Pour les matérialistes tous les maux sociaux se guériraient par enchantement si l'ordre actuel qu'inspire encore le Christianisme était changé, si la législation ne s'inspirait que des faits, si la propriété était abolie ou monopolisée par l'État, si le travailleur avait le contrôle du capital, si le partage des profits était rendu obligatoire.

Ne nous arrêtons pas à ces rêveries qui supposent une ignorance profonde de la nature humaine, puisqu'elles oublient une partie importante de cette nature, l'âme spirituelle.

Le mal des sociétés ne vient pas seulement d'un défaut dans les rouages de l'administra-

tion, il est beaucoup plus profond, il est dans l'âme même du peuple.

A toutes les époques, quand la société a souffert, c'est que prévalaient des idées fausses, une mentalité en contradiction avec la nature et les conditions dans lesquelles cette nature se trouve ici-bas.

Les plus grands médecins des maladies sociales ont toujours été les plus grands spiritualistes. A leur tête et les inspirant tous de près ou de loin, apparaît Jésus-Christ. Depuis deux mille ans l'humanité a vécu de sa doctrine. Aujourd'hui si elle ne tombe pas plus vite en dissolution, c'est qu'il lui reste encore assez de christianisme pour empêcher qu'elle ne se précipite. Rien de moins nouveau, mais rien de plus vrai: que la vie chrétienne pratiquée intégralement dans toutes les classes et chez tous les peuples, ferait de la terre un vrai paradis. Mais il nous est interdit de l'espérer, car " il est nécessaire que le mal arrive " a dit Jésus-Christ. N'empêche que c'est toujours à la religion qu'il faut venir pour trouver les vrais remèdes aux maladies de la société.

Dans notre pays, nous souffrons de l'exode des nôtres aux États-Unis, et nous avons vu que cet exode résultait d'un fléchissement chez le peuple dans l'économie et dans ses habitudes de vie simple. C'est-à-dire que cette soif de luxe et de jouissance, qui nous a envahis, est une manifestation de ce naturalisme dont la société moderne, cette société qui s'éloigne de plus en plus de Jésus-Christ, est sursaturée.

Cette cause constatée, il est évident que pour guérir le mal il faut la supprimer. Or prêcher l'économie, la vie simple, c'est bien un peu prêcher la pénitence, vertu éminemment chrétienne. Et c'est là le remède.

Sous l'influence de l'américanisme débordé sur nous, les effets de cette cause ont été désastreux. La jouissance, la vie large est dans l'air, nous la respirons, nous nous en imprégnons. Comment sanifier l'atmosphère ?

Or l'atmosphère de l'esprit, c'est l'idée. Changeons donc l'idée, changeons la mentalité. Cette tâche assurément est onéreuse, mais elle est indispensable si nous voulons conserver intacts notre foi et notre esprit français, et garder

chez nous tant de fils du sol qui vont se perdre dans le trouble océan d'outre-frontière.

Ceux qui font la mentalité ou en tout cas ceux qui ont qualité pour la faire, ce sont les chefs, c'est-à-dire le clergé et la classe instruite en général. De là comme de sommets descendent dans le peuple les courants qui vivifient. La prédication et le journal se font ensuite les canaux qui distribuent les idées saines chez les adultes de toutes les classes, et les enfants reçoivent dans la famille ou à l'école les premiers éléments de ces idées qui, par leur développement, formeront peu à peu l'esprit qu'ils doivent avoir.

Il va de soi que cette action comporte une partie négative : combattre aussitôt qu'elle apparaît toute idée fausse, toute influence mauvaise qui s'élève.

Avec la liberté absolue de la presse, mal admis de nos jours, il est assez difficile d'empêcher toute erreur d'être exposée ; mais c'est une raison de réagir plus énergiquement du côté des bons. On ne doit pas être moins prompt à réfuter que les autres à affirmer.

Ce travail, semble-t-il, pourrait s'opérer avec succès chez nous. Les dispositions chez les chefs sont excellentes, on ne saurait en douter ; et de plus l'éducation tout entière est aux mains du clergé dont le dévouement n'a jamais fait défaut.

D'abord il faut former les chefs. L'esprit catholique, ils le reçoivent assurément dans les collèges et les séminaires. L'esprit national aussi, au moins dans ses grandes lignes. Cependant cet esprit catholique et national, pour qu'il puisse opérer et donner la pleine mesure de son énergie, doit s'appliquer aux divers problèmes qui se posent aux diverses époques, et c'est pourquoi il importe de discerner dans l'éducation des classes supérieures les besoins présents, et les préparer ainsi à la tâche qui s'impose, et cela, bien entendu, sans préjudice de la formation générale. C'est ainsi qu'au sortir de leurs études, clercs et laïques seront des prédicateurs d'économie et de vie simple, vertus nécessaires à tous les peuples et à toutes les époques, ils en seront en même temps des modèles non-seulement pour eux-mêmes mais dans les choses qui seront de leur ressort. Moins que tous ils

seront contaminés par cette passion de luxe et de vie large qui enivre le monde et paralyse notre développement.

Dans la chaire, dans le journal, dans les revues, partout, la parole, la plume et les actes s'accorderont pour créer une atmosphère d'idées saines et prêcher les vertus propres de la nationalité. A ces maîtres véritables de la nation, rien de ce qui regarde la vie religieuse et nationale ne sera étranger.

Nous sommes, en effet, un peuple en plein développement ; si les chefs ne sont pas préparés à la lourde tâche qui leur incombe, comment serons-nous fidèles à notre mission de race catholique et française ?

La mentalité parfaitement formée chez les chefs de la nation, et les chefs sont tous ceux qui, par leur action, ont quelque influence, les parents seront éclairés, et l'enfant pourra recevoir au foyer une formation saine que la petite école achèvera.

L'école primaire joue un grand rôle dans la formation de la mentalité. On ne saurait facilement en calculer la portée. C'est pourquoi l'institutrice elle-même a besoin d'une formation

solide. Elle peut facilement devenir un objet de scandale pour les élèves. Cette formation se prend au couvent, dans l'école normale ou dans toute autre école où elle fait ses études. Et comme ces études sont relativement courtes, ses idées devront être d'autant plus précises et, par conséquent, ses convictions nettement marquées. C'est ainsi qu'elle pourra non seulement enseigner les matières du programme, mais enseigner encore dans l'esprit du programme, c'est-à-dire, former des citoyens économes et simples, sans ambitions démesurées, et des jeunes filles soucieuses, pour les foyers futurs dont elles seront les reines et les gardiennes.

Aux paroles l'institutrice saura joindre les exemples, condition indispensable de succès dans son enseignement.

Il n'est pas besoin de parler des instituteurs religieux ou laïques ; ils ont les mêmes devoirs, à un degré supérieur cependant.

Si nous avons insisté sur la coopération de toutes les forces intellectuelles de la race pour refaire la mentalité, c'est que nous croyons que la vraie cause de l'exode réside dans la déformation de notre esprit national en

rapport avec l'économie et la simplicité de la vie. C'est aussi que nous croyons avec l'honorable W.-L. Mackenzie King que " chaque individu est responsable, à un degré plus ou moins considérable, des conditions existantes, et que sa responsabilité est en proportion directe de son influence individuelle. C'est surtout, ajoute-t-il dans son livre intitulé *Industry and Humanity*, dont nous extrayons ce passage, à ceux qui ont part au gouvernement, à l'éducation, à la formation de l'opinion, qu'incombe le devoir de veiller à ce que des idées saines soient amenées à prévaloir en toutes choses. En matière de Gouvernement, cette responsabilité est partagée par l'électeur, le député et l'administrateur ; en matière d'éducation, elle ne se limite point à ceux qui décident des systèmes scolaires nationaux ou qui enseignent dans les universités ou les écoles, mais elle s'étend au foyer et aux idéals moraux dont la vie de la famille donne le modèle. Dans la formation de l'opinion, le journaliste, l'écrivain, l'orateur public et, à la vérité, tous ceux qui possèdent le don de penser et d'exprimer leur pensée, ont ce devoir d'aider à la propagation des idées susceptibles d'inspirer

une juste attitude dans l'industrie et d'améliorer les conditions sous lesquelles le travailleur gagne son pain quotidien."

Mais quels sont les points sur lesquels il faut appuyer pour nous guérir de l'exode? Nous allons le voir dans les chapitres suivants.

CHAPITRE II

Détourner de l'émigration

Il paraît bien un peu simpliste que de proposer comme remède à l'exode la simple persuasion.

Un ami nous en faisait plaisamment la remarque: " Beau remède, disait-il, pour détourner les Canadiens d'aller aux États-Unis, que de leur dire : " N'y allez pas ". Remède très simple en effet, mais il y a la manière ; il y a aussi les arguments qui aident la persuasion.

Toutefois nous ne prétendons pas que ces arguments constituent les vrais remèdes à l'émigration. S'ils viennent ici dans ce travail, c'est que le mal est actuel et que les vrais remèdes ne peuvent opérer qu'avec le temps. Une mentalité ne se crée pas en un jour.

Pour enrayer actuellement le fléau, autant qu'il peut être enrayé, il n'y a guère que cette persuasion à tenter et les moyens que l'État a à sa disposition : faveurs à l'agriculture, encou-

ragement à la colonisation, ouvertures de débouchés pour les produits, etc., pour ceux de la campagne ; protection et secours aux industries, législation sage sur les grèves et le problème ouvrier en général.

D'ailleurs pourquoi cette dissuasion ne formerait-elle pas le côté négatif de la mentalité à faire ?

Selon nous, ce qu'il faut d'abord, c'est que dans chaque localité, surtout à la campagne, le curé connaisse ceux qui se proposent de partir, qu'il sache même le prévoir. C'est alors qu'il pourra leur dire premièrement les dangers qui menacent leur foi et leur nationalité sous le ciel américain, ensuite leur peindre la condition servile et fragile de l'ouvrier de là-bas.

Dans l'exposé de chacune de ces raisons, il faut prendre garde de ne rien exagérer. Dire la vérité suffit. Il serait inexact de prétendre que la foi est désormais sans fruit et sans vigueur dans la grande République. Il s'y rencontre en bon nombre des catholiques sincères, des croyants convaincus et fervents. Il y a des centres où la religion peut rivaliser par son éclat avec nos meilleurs centres catholiques canadiens. Le

travail du clergé aux États-Unis n'a pas été sans produire de beaux fruits, et la grâce, là comme ailleurs, a trouvé des âmes bien disposées pour la recevoir et y opérer des merveilles.

De même prétendre que la situation économique y est tout à fait mauvaise ne serait pas juste. Sans doute le machinisme, la monopolisation de la richesse, le luxe effréné, l'agiotage et tous les maux des peuples vieux ont déjà amené des crises sérieuses et amèneront, à n'en pas douter, des crises plus sérieuses encore, mais pour le moment on y vit assez bien.

Ces concessions faites, ou plutôt les exagérations évitées, on aura plus d'autorité pour faire les réserves et combattre l'engoûment qui poussent de si nombreux sujets canadiens là-bas.

Il est très vrai que la foi des Canadiens des États-Unis est sérieusement menacée.

S'il y a aux États-Unis de bons catholiques, l'atmosphère n'est pas catholique. Il y circule une multitude d'erreurs tant sur la foi que sur la morale.

N'est-il pas vrai que l'Église n'est plus tant considérée comme une société spirituelle que

comme une institution financière ? qu'on n'hésite pas à nier certains dogmes comme celui du Purgatoire disant que les prêtres ont inventé cet épouvantail pour s'attirer des honoraires de messes ? Quel est celui qui dans un contact même assez léger avec les catholiques américains n'a pas entendu des affirmations comme celle-ci : " Toutes les religions se valent ! on ne doit jamais changer de religion, elles sont toutes bonnes. Il faut avoir une religion, mais peu importe laquelle."

D'autre part la morale n'est pas moins en baisse. Le malthusianisme, pour ne pas dire l'onanisme, ce qui en pratique est la même chose, est la plaie des mariages, non seulement entre protestants et incroyants, mais aussi entre chrétiens. Tel prédicateur de retraites qui avait fait un sermon précis sur ce grave sujet, vit, dans un centre catholique important, en grande partie habité par des Canadiens français, son auditoire diminuer de moitié.

Les écoles publiques neutres en théorie, dangereuses en pratique, sont fréquentées sans scrupule par les enfants des catholiques. D'ailleurs les parents n'y voient aucun danger et

les curés n'ont pas toujours les moyens ni la permission de construire des écoles primaires catholiques et françaises. N'est-ce pas le but avoué de la National Catholic Welfare Conference que d'américaniser tous les groupes de nationalités différentes habitant les États-Unis ? Et ne sait-on pas que dans certains endroits habités par des Franco-Américains la lutte se fait ouvertement, tandis qu'ailleurs l'œuvre néfaste se poursuit sournoisement ?

Pourtant c'est une thèse bien établie que chez les Canadiens français, la perte de la langue signifie la perte de la foi à brève échéance.

A supposer que la première génération garde la foi, que seront la deuxième et la troisième. La communauté de langue avec les protestants a coûté aux Irlandais émigrés aux États-Unis l'apostasie de trente millions et peut-être davantage de leurs fils. N'a-t-on pas lieu de craindre que le même phénomène se produise chez les Canadiens qui vont s'angliciser de l'autre côté de la frontière ?

On répondra sans doute que les églises, les couvents, les prêtres et les religieux ne manquent pas aux États-Unis, que celui qui veut se sauver

se sauvera aussi bien là-bas que chez nous. Mais il ne faut pas perdre de vue que les occasions ont d'ordinaire sur l'homme une influence telle que les plus solides convictions ne sauraient la contre-balancer ; que le péril menace surtout les générations qui grandiront dans le milieu américain ; qu'un jour ou l'autre un mariage mixte viendra mettre la désolation dans le foyer.

Rien d'ailleurs ne promet aux émigrés qu'ils ne seront pas obligés de quitter les centres plus catholiques où ils se proposent de s'établir pour d'autres centres d'où la religion est pratiquement absente. Rendu là-bas on est esclave du travail et on doit le suivre partout, même dans les endroits dangereux.

Un autre argument qu'il importe de faire ressortir, mais il ne vaut que pour les cultivateurs, c'est la condition servile de l'ouvrier.

Ils sont encore nombreux ceux des nôtres qui supportent difficilement le travail mercenaire.

Une vive peinture du travailleur, qui doit partir impitoyablement chaque matin à six heures ou six heures et demie pour ne revenir que le soir, lorsqu'il travaille dans la ville où

il demeure ; qui doit partir le lundi pour ne revenir que le samedi quand il doit travailler dans la ville voisine ; la perspective de loger dans un troisième ou un quatrième étage, à l'étroit, à la merci d'un propriétaire qui peut élever le prix de ses loyers ou bien signifier aux locataires leur départ quand il le voudra ; cette taxe hebdomadaire ou mensuelle qu'il faut payer en tout temps, bon ou mauvais, et tout cet esclavage continuel que doit subir un homme habitué à la liberté des champs, maintenant enchaîné au travail et à la ville, voilà autant de choses qui contribueront à faire s'évanouir le rêve trompeur, le mirage de l'aisance américaine. Le cultivateur hésitera à sacrifier pour les longues soirées promises à l'ouvrier, pour une table chargée de mets plus raffinés mais moins sains, faible rétribution d'ailleurs pour le jeûne forcé du midi, sa liberté et le calme de la campagne.

Ajoutons à cela le chômage toujours possible et désormais imminent, vu les conditions de l'industrie moderne, et le déplacement des filatures vers le Sud, et la situation de l'ouvrier

américain apparaîtra dans toute sa fragilité ; son charme disparaîtra peut-être.

Ces raisons sont de nature à détourner de l'émigration un certain nombre ; mais elles ne suffisent pas, il faut d'autres remèdes. Pour le grand nombre, elles sont presque inutiles, bien qu'il soit nécessaire de les faire valoir publiquement afin de former la mentalité.

Dans les chapitres suivants nous proposerons en détail les remèdes déjà énoncés, lesquels nous paraissent devoir être plus effectifs.

CHAPITRE III

L'économie

Une des premières vertus des peuples, c'est l'économie. L'histoire nous montre que les peuples qui se sont développés jusqu'à devenir puissants, jusqu'à laisser trace d'eux-mêmes dans les sciences, dans les arts, en un mot dans la civilisation, ont été des peuples économes ; et du jour où cette vertu a été oubliée,une décadence inévitable les a entraînés vers leur ruine.

C'est la raison pour laquelle nous mettons en tête des remèdes proposés, l'enseignement de l'économie.

L'économie c'est la sagesse pratique qui proportionne les dépenses aux revenus, qui s'interdit toute inutilité, qui prend soin de conserver les biens déjà acquis, qui prévoit les temps difficiles et sait amasser en prévision de ces jours moins fortunés.

Les époques de grande prospérité ne sauraient être longues, car elles supposent dans le monde un équilibre incompatible avec la diversité des passions humaines et des intérêts en jeu. Il ne faut pas mettre au rang d'époques prospères les temps de guerre, nécessairement suivis de dépressions qui atteignent toute l'humanité. Ces périodes sont ordinairement courtes et les contre-coups qu'elles amènent chez les peuples qui en ont profité contre-balancent largement la prospérité factice engendrée par elles.

Toutes les classes de la société ont le devoir de pratiquer l'économie. Évidemment ce devoir varie avec les diverses classes. Les riches peuvent se permettre ce que les pauvres ou même le peuple moyen ont le strict devoir de s'interdire.

Ce n'est pas que le luxe effréné chez les riches soit excusable.

Si Dieu leur a donné la richesse, il leur a commandé en même temps d'en user avec sagesse pour le bien de la société. Il arrive trop souvent qu'on fait de sa richesse un usage des plus réprouvables.

C'est ainsi qu'en 1908, à New-York, il y avait six mille dames dont la dépense totale pour leur toilette était de deux cent millions.

A Londres, ville où plus de deux cent mille hommes sont sans métier et sans pain, chez les riches, on fait des mariages entre chiens, entre lévriers et levrettes de la plus fine distinction, avec accompagnement de bijoux, de trousseaux, de dentelles, etc., le tout montant parfois à vingt mille ou trente mille francs. Ces faits tirés du Manuel de Sociologie catholique du R. P. Belliot, O.F.M., ne sont-ils pas imités ou à peu près chez nos riches ?

Quoi qu'il en soit, la folie du luxe est un scandale pour le peuple. Les théories actuellement admises dans le monde proclament le nivellement des classes ; tout est démocratisé et le luxe lui-même se démocratise.

Cette réserve faite, il n'en reste pas moins vrai que les classes ne peuvent être toutes sur le même pied, en fait de bien-être et de distractions, et que les humbles n'ont pas le droit de les envier ou de s'en scandaliser.

C'est Dieu qui veut l'inégalité des classes. En cela il a ses vues et ces vues sont sages. S'il

avait voulu mettre tous les hommes sur le même rang, il leur aurait donné à tous mêmes talents, mêmes vertus, mêmes avantages. Puisqu'Il ne l'a pas fait, acceptons notre sort.

Au reste le bonheur n'est pas plus grand dans les palais luxueux que sous le chaume du paysan.

Le bonheur est quelque chose de très relatif. Parce que nous sommes faits pour être heureux et qu'un bonheur infini seul peut nous satisfaire, ici-bas il est impossible d'être jamais contents. Ceux-là qui se donnent le plus de plaisirs sont encore ceux qui brûlent de plus de désirs. Nécessairement il faut savoir être satisfaits de ce qu'on a. Se limiter tôt ou se limiter tard, puisque toujours la soif du plaisir doit nous suivre, ne sont pas séparés par une grande différence.

De plus la richesse, si elle apporte des plaisirs plus raffinés, ne se présente pas sans un long cortège de soucis, de responsabilités, de devoirs. Que de riches envient la vie de famille du laboureur, les joies intimes que le paysan trouve, le soir, après sa journée, dans l'affection de son épouse et de ses enfants! Que ne donneraient-ils pas pour ce bonheur ! En être privé, c'est là la

rançon de la richesse et du brillant de la vie. Le peuple ne voit que le beau côté de la richesse, il n'en voit pas les revers, les inquiétudes sans nombre qui s'y attachent.

C'est ce qu'il faut faire comprendre au peuple des campagnes et aussi des villes. Convainquons-le autant que possible, en y revenant souvent, que la vie obscure n'offre pas moins de bonheur que celle des sphères plus hautes de la société. Surtout n'allons jamais plaindre son sort, plaindre sa vie et l'aigrir par des rapprochements maladroits. S'il se rencontre des malheurs, des épreuves qui commandent la pitié, la sympathie, n'épargnons pas la pitié ni la sympathie, tout en faisant ressortir la générosité des personnes plus riches qui font des aumônes en ces circonstances ; mais ne faisons jamais remonter ces infortunes à l'humble condition de ceux qui souffrent. Il est si facile de s'aigrir dans les malheurs.

Il faut remarquer que l'économie, si elle est une vertu des pauvres, ne doit pas être inconnue des riches. Eux-mêmes, quand ils ne savent pas prévoir et proportionner leurs dépenses à leurs revenus, ont vite fait de consumer des fortunes,

amassées par les soins laborieux de leurs parents ; et, nous le répétons, il y a économie pour le riche et économie pour le pauvre.

Pour le cultivateur, l'économie, c'est d'abord de garder en ordre tout ce qu'il a; c'est ménager harnais, voitures, chevaux, machines agricoles ; c'est encore ménager les habits du dimanche et les renouveler le moins souvent possible ; c'est se contenter de la table frugale qui a fait les corps robustes de nos pères et de nos grands-pères; c'est encore bannir de la table ces gâteaux, ces confitures, ces mélasses qui brisent les estomacs et font une brèche désastreuse dans le budjet domestique ; c'est s'interdire les conserves autres que celles faites à la maison, comme les tomates, les " pickles " et les sauces piquantes, toutes inutiles et enlevant l'appétit ; c'est s'abstenir de fréquenter trop souvent le boucher pour se procurer des viandes fraîches ; c'est bannir le " pain blanc ", ce pain sans saveur qui ne nourrit pas, et cuire à la maison le bon pain de blé récolté sur la ferme ; c'est encore ne pas garder trop de chevaux et se contenter du travail des bœufs dont l'alimentation coûte moins cher, et qui, pour certains

travaux, sont meilleurs que les chevaux; c'est surtout ne pas acheter d'automobile, ruine infailible pour lui ; c'est garder à la maison fils et filles, mais nous reviendrons sur ce sujet ; c'est se chausser de souliers et de bottes faits à la maison ou chez le cordonnier avec le cuir de ses veaux et de ses moutons, et ne jamais acheter de ces " rubbers " qui ne durent que quelques mois et chaussent aussi mal que possible ; c'est réparer soi-même, aux jours de mauvais temps, chaussures et harnais, voitures et outils de ferme, en un mot c'est être diligent et soigneux.

Il ne faut pas qu'il méprise non plus le travail intellectuel. Chez nous cette paresse, chez la classe des humbles, entraîne de graves conséquences. On veut bien donner de longues journées, travailler ardûment avec ses bras, mais lorsqu'il s'agit de calculer, de faire la comptabilité domestique, de s'occuper de classement dans les troupeaux, ou plus simplement de lire son journal d'agriculture, on n'a plus de courage. Que de tonnes d'engrais chimiques dépensées en pure perte parce qu'on n'a pas voulu se

donner la peine de faire analyser le sol de sa ferme !

Dans la maison, c'est là surtout que l'économie doit briller. Ce n'est pas en vain que l'épouse de l'agriculteur se nomme ménagère. Que d'épargnes la ménagère peut opérer par la connaissance de l'art culinaire ; non pas cette connaissance qui lui fait faire des mets savants et coûteux, mais cette connaissance qui lui permet de faire bon et simple. Le beurre autrefois était un mets de luxe ou bien du vendredi. Que la ménagère sache encore confectionner les vêtements, au moins ceux de semaine, et les réparer lorsqu'ils se brisent. Qu'elle file sa laine et la tisse pour fournir de bons draps aux lits et de bons habits à son homme. A ce propos, que d'étoffes s'achètent chez les marchands à des prix élevés, qui ne valent pas pour la beauté et la durée, les étoffes fabriquées à la maison. Qu'elle tricote les gilets, les bas et les mitaines, mais pas de la dentelle; qu'elle montre à ses petites filles à tenir une maison d'une manière économique. Espérons que si ces petites filles vont au pensionnat quelque jour, elles n'y

perdront pas leurs habitudes d'économie prises à la maison.

La bonne ménagère devrait impitoyablement jeter les cahiers de mode et les catalogues qui inondent aujourd'hui les campagnes. D'abord il y a là des pages où la moralité des enfants n'a rien à gagner, et de plus il y a des appels très forts contre l'économie qu'on doit pratiquer. Les catalogues sont aussi préjudiciables aux ouvriers qu'aux cultivateurs, ils le sont même davantage car les ouvriers demeurent en ville, et leurs enfants étant moins occupés sont tentés plus que les enfants des campagnes de se procurer ce que les catalogues leur présentent A SI BON MARCHÉ.

La bonne fermière ne devrait jamais vêtir ses enfants avec du "*linge de la ville*", qu'elle les vête de toile ou de flanelle, même pour aller à l'école. Ceci ne veut pas dire que les enfants soient mal mis, habillés sans goût. Il est fort possible que les enfants soient mis élégamment même avec des habits d'étoffe. Que de fois aujourd'hui on voit des cultivateurs eux-mêmes habillés pour leur travail de ce coton résistable qu'on appelle "over all". Rien n'a

l'air si pauvre. C'est par là qu'on juge souvent de la qualité de son épouse. A coup sûr on peut dire que cette femme n'est pas économe. Ces habits, on le sait, ne durent pas, et l'homme, l'hiver, souffre du froid que ce coton trop mince et facilement glacé laisse pénétrer. Pourquoi ne lui confectionnerait-elle pas chemises, blouses et pantalons de laine ? Voilà le véritable vêtement qui convient à l'habitant des campagnes, surtout dans les jours de la saison froide.

Parfois on entend dire qu'une femme gagne bien peu à travailler ainsi sa laine. Qu'on se détrompe, elle gagne beaucoup, car elle empêche ainsi les comptes de monter chez les marchands, conserve la santé de son mari et des enfants, et donne un bel exemple d'économie aux futures ménagères qui se forment à son exemple.

Et chez l'ouvrier, qu'est-ce que l'économie ?

C'est bien un peu la même chose que chez le cultivateur, avec des nuances cependant, l'ouvrier est dans des conditions spéciales. N'importe, il est reconnu que très souvent il choisit ce qu'il y a de meilleur chez le boucher et chez l'épicier. Pour se nourrir bien, est-il donc nécessaire d'avoir toujours le bifteck ? Est-il néces-

saire de se payer toujours les œufs frais quand ils se vendent soixante-quinze sous la douzaine ?

Et l'ouvrier ne se paie-t-il pas des plaisirs que jamais les cultivateurs les moins économes se paieraient ? La taverne, le théâtre, les joutes de " base-ball " et de gouret sont-elles nécessaires à la vie de l'ouvrier ? Le piano qu'on ne paie que par termes, alors même que personne ne sait le jouer, ou qui suppose en tout cas de nouvelles dépenses pour le faire apprendre à la jeune demoiselle— souvent elle ne le saura jamais bien, — n'est-il pas un objet de luxe hors de la portée des bourses ouvrières ? Le fils d'ouvrier n'a-t-il pas trop souvent sa bicyclette ? Et la crème à la glace, l'été, est-elle aussi nécessaire qu'on semble le croire ? et tous ces bibelots qui sont achetés pour vingt-cinq ou cinquante sous, qui ne serviront qu'une fois ou deux pour aller ensuite encombrer la cour intérieure, ne font-ils pas chez l'ouvrier une brèche importante au budget de la famille.

L'ouvrier devrait savoir, et pour cela qu'on le lui enseigne, que l'économie est le premier des remèdes à la situation précaire où il se trouve. Le travail fait défaut en maintes occasions. Le

savoir pour lui et vivre en en tenant compte, c'est-à-dire économiser dans les beaux jours en prévision des jours mauvais, est le premier des devoirs.

Il n'y a guère de classe qui ne se plaigne autant de son sort que la classe ouvrière. Cette classe souffre, c'est indéniable ; les conditions du travail sont de plus en plus pénibles. Cependant, en dépit de la difficulté des temps, ils ne manquent pas, dans les villes, les ouvriers qui se sont fait un pécule raisonnable. Ils sont à l'abri de la misère aux jours de disette.

Voilà ce qu'il faut enseigner au peuple. Il ne suffit pas de le dire une fois, mais il faut le répéter, et de telle manière que le peuple reçoive cet enseignement sans qu'il se trouve blessé. Pas d'injures, de la persuasion. Le peuple est sensible, et surtout la classe ouvrière. Il faut savoir s'insinuer. Pas de fatalisme ! Le mal est grand, mais il n'est pas sans remède.

Il va sans dire que l'exemple est le plus habile et le plus convaincant des arguments. Il n'est pas question seulement de l'exemple dans la vie privée, mais aussi dans la vie publique. Toutes les dépenses encourues pour la vie reli-

gieuse et sociale retombent en définitive sur le peuple, et le pauvre en ressent plus facilement les effets. Nous sommes un peuple jeune, n'essayons pas trop à imiter les peuples plus anciens. Faire grand et beau ne se fait pas sans argent. L'argument qu'on donne, à savoir qu'il faut rivaliser avec nos compatriotes anglais et protestants, ne tient pas suffisamment compte des conditions de notre vie. Il est assez facile pour eux de faire de grandes et luxueuses constructions, ils sont plus riches que nous, et ils n'ont pas tant d'enfants à établir.

Ajoutons, que le cultivateur et l'ouvrier devraient avoir une peur salutaire des dettes. Il y a tellement de marchands aujourd'hui que pour conserver leur clientèle, ils ne craignent pas de faire crédit. Or ces dettes contractées chez le marchand ou chez le fournisseur causent la ruine d'un grand nombre. Telle paroisse de la Beauce est aujourd'hui plus que décimée, parce qu'il s'est rencontré un marchand qui a fait crédit aux cultivateurs jusqu'à concurrence de la valeur de leurs propriétés, pour en chasser ensuite les possesseurs.

Sur le rôle des écoles dans la formation à l'économie, Mgr Ross, dans son excellent manuel de pédagogie, a des pages suggestives. C'est ainsi qu'à l'article 384. *Esprit à inculquer aux jeunes filles dans les écoles primaires*, il écrit :

" Il y a un rapport très étroit entre la mentalité professionnelle et la mentalité chrétienne (on n'est bon chrétien que si l'on sait bien remplir les devoirs de sa profession) ; et l'on ne peut négliger l'une sans exposer l'autre à de lamentables déviations.

" Voici quelques idées fondamentales dont il faut savoir pénétrer l'esprit des jeunes filles pour détruire certains préjugés dont elles sont exposées à devenir les esclaves :

" 1° Le rôle de la femme est de rendre le foyer attrayant et heureux. Le foyer est un royaume. Elle y sera reine si elle sait joindre aux qualités de son esprit et de son cœur la science pratique de la tenue d'une maison. "Les femmes font et défont les bonnes maisons." (Mme de Maintenon).

" 2° Le travail manuel de l'intérieur, loin de déprécier la femme, la rehausse et l'exalte. Affecter de mépriser le travail au foyer révèle

chez la femme une déviation de l'esprit ou un affaissement du cœur. C'est le lot de sottes parvenues ou de femmes molles sans idéal. Toutes les grandes dames de la haute société ont toujours tenu à affirmer leur savoir-faire et leur amour du travail.

" 3° La dame ou la demoiselle n'est pas la personne richement habillée qui ne sait rien faire ; c'est celle qui, ne rougissant pas de son rang, sait remplir avec perfection et dignité les obligations que lui impose sa condition. Elle a le goût du simple et du proportionné, de l'ordre et de l'harmonie, et elle le traduit dans sa tenue, dans l'ordre qu'elle fait régner autour d'elle et dans la tenue de sa maison, mettant partout le cachet d'une élégante simplicité, et maintenant la proportion entre son ornementation, sa condition et ses ressources.

" 4° Le malheur des ménages provient la plupart du temps du luxe de la femme, de sa vanité, de son incapacité à tenir sa maison, de son insouciance à surveiller les choses intérieures du foyer."

Au sujet de l'enseignement ménager, l'éminent pédagogue trace des règles qui seraient suivies

avec profit. L'enseignement ménager ne doit pas faire tort à la partie fondamentale de l'enseignement primaire, mais le pénétrer.

" D'autre part, autre doit être l'école ménagère pour les filles de ville, autre l'école ménagère pour les filles de cultivateurs." (Mgr Ross, op. cit. p. 357, 2e édt.)

Indiquer la distinction nous paraît suffisant.

Ce qui doit se pratiquer pour la formation des filles devrait se faire de même pour la formation des garçons.

L'économie doit être enseignée aussi bien à eux qu'aux jeunes filles, car autant que chez elles, sur ce point, la mentalité est à faire.

A notre sens, l'économie, après la religion, est la plus importante des vertus sociales dont on doive imprégner l'âme des enfants. On ne devrait jamais cesser de redire aux enfants sa nécessité et ses bienfaits. Les grandes personnes elles-même ont besoin qu'on le leur répète. Qu'une propagande en faveur de l'économie s'organise donc, et que l'esprit de notre peuple revienne aux beaux exemples de vie simple, légués par nos ancêtres. C'est ainsi que notre glorieux passé aura ajouté à sa puissante valeur éducatrice.

CHAPITRE IV

L'amour de la terre

Un excellent moyen de sévir contre l'émigration des nôtres, de conserver les habitudes d'économie et de vie simple, est d'attacher les cultivateurs à la terre. Cette fidélité au sol aurait encore pour effet d'aider à la solution du problème ouvrier.

Chez nous, il est pénible de l'avouer, on n'aime plus la terre. On la quitte sans regret, on n'ambitionne souvent de préserver ses fils du mal d'être cultivateur.

A-t-on fait suffisamment pour attacher le cultivateur à l'agriculture ? Il peut se faire que le présent ait des reproches à faire au passé. En tout cas, inutile maintenant de récriminer ; la mentalité sur ce point est à faire comme sur le point de l'économie.

Français d'origine et de tempérament, nous ne sommes pas faits pour être un peuple indus-

triel. Il y a dans le caractère français trop de timidité et parfois trop d'enthousiasme pour que cette race excelle dans l'industrie. Certaines races sont agricoles, d'autres sont industrielles ; c'est indéniable. Ce n'est pas que nous manquions d'hommes capables de la grande industrie et de la haute finance ; les faits sont nombreux pour démentir une telle assertion. Mais le peuple, comme peuple, est de tempérament agriculteur.

En cela il n'y a certes pas pour nous un sujet d'humiliation. Bien au contraire, car c'est la marque des peuples solides, des peuples à la longue histoire, que cette vocation à l'agriculture. Pour s'être détourné de cette vocation, depuis trois quarts de siècle, le Canada français a vu son développement entravé et retardé de près de cinquante ans.

Aujourd'hui il importe donc de promouvoir l'agriculture et de la promouvoir vigoureusement. Non pas qu'on doive négliger l'industrie ; elle est nécessaire, elle aussi. Mais l'industrie ne doit avoir chez nous que le second rang. La chose apparaît d'autant plus claire qu'il est impossible de développer l'industrie sans le

capital étranger, capital qui doit se nationaliser pour que son action soit sainement canadienne.

Depuis quelques années, on a donné un grand essor à la colonisation ; et ce mouvement est sans contredit ce qu'on a fait de mieux pour la nationalité. C'est un mouvement sauveur. Pour qu'il s'amplifie, pour qu'il prenne des proportions en rapport avec le développement de la population, il faut que toutes les puissances nationales y mettent la main. De là vient la nécessité de prêcher l'amour de la terre tout en prêchant l'économie. Ces deux choses s'enchaînent et se complètent.

Comment faire aimer la terre ?

Il faut commencer d'abord par réhabiliter l'agriculture, et cela, non-seulement chez les autres professions et métiers, mais surtout chez le cultivateur lui-même.

Depuis longtemps le cultivateur se sent dans un état d'infériorité. Ce n'est pas avec fierté qu'il proclame son titre d'habitant. Il n'y a guère de métiers qu'il ne mette au-dessus de sa profession.

Ce mouvement de réhabilitation est déjà commencé. La journée agricole, à l'Exposition,

n'est pas la moins terne ; le cultivateur s'y trouve à l'aise. Ce jour-là il se sent apprécié. Des plus hauts rangs de la société on descend à lui, on lui témoigne l'estime dont il a besoin pour qu'il s'attache à l'agriculture. On ne saurait croire le bien opéré par ces marques de respect en cette circonstance. L'habitant retourne en son foyer réconforté et parle longtemps des honneurs qu'il a reçus. Il faudrait pourtant que ces témoignages ne fussent pas limités à un seul jour et à cette seule circonstance. Que les échos s'en prolongent. Que la publicité les répande jusqu'au fond des campagnes, et s'en fasse un thème à developper tout le long de l'année.

Mais que l'on n'ait point la naïveté de croire que les paroles suffisent pour manifester sa bonne estime aux cultivateurs.

Depuis longtemps ils sont en garde contre les flatteurs qui viennent les exploiter ; et se présenter avec des belles paroles seulement les met en défiance aussitôt.

L'amour de l'agriculture doit paraître chez tous ceux qui sont chargés de faire la mentalité. Mais comment cet amour paraîtra-t-il si l'on

ne connaît pas le premier mot de l'agriculture ? On ne s'explique guère que le fondement même de notre vie nationale, l'agriculture, soit une chose ignorée des classes supérieures. Sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans les détails, chacun devrait en avoir au moins quelques connaissances précises.

Chez les cultivateurs déjà un grand travail s'opère par les agronomes. On ne les reçoit plus avec la défiance d'autrefois ; on apprécie leurs services ; leurs conseils sont en général suivis. Il leur est cependant nécessaire de se placer bien en face des conditions propres à chaque région ; de connaître la mentalité des gens qu'ils ont à conseiller. Tel agronome, dont la réputation n'est pas à faire, s'est vu sans influence aucune dans la région qu'on lui avait confiée, parce qu'il n'avait pas su distinguer les sentiments des cultivateurs de l'endroit, et dès le début les avait blessés.

D'autre part l'agronome ne peut rien faire sans le secours du curé.

On sait la part active, la part prépondérante que les curés des paroisses nouvelles prennent à leur développement. Cette part du curé ne

s'arrête pas là. Elle ne doit pas s'arrêter là. Quand même il n'a pas de terre de fabrique, quand même il ne cultive pas lui-même, chez nous le curé doit être le plus renseigné des cultivateurs. Ils vont chercher conseil auprès de lui, car ils savent que le pasteur est toujours intéressé non-seulement à leur progrès spirituel mais aussi à leur prospérité matérielle. D'ailleurs jamais l'Église ne s'est désintéressée de la situation matérielle de ses enfants. Elle sait trop qu'une honnête aisance favorise la vie spirituelle elle-même. C'est elle qui a formé la mentalité agricole aux débuts de notre existence nationale, c'est elle qui l'a conservée, et sans elle, inutile d'essayer de reprendre le terrain perdu sur ce point.

Que l'agronome coopère donc toujours avec le curé, et son action sera doublement fructueuse.

Il ne serait pas suffisant, nous semble-t-il, que l'agronome donnât de temps en temps une conférence sur un sujet déterminé ; il lui faut élever ses vues plus haut.

Qu'il montre la noblesse de l'agriculture, ses avantages tant moraux que matériels, qu'il

fasse pour elle ce que le prêtre fait pour la religion. Le prêtre ne fait pas seulement l'exposition des principes de la morale, il enseigne des dogmes, il revendique les droits de a religion, il parle de son histoire, il réfute les erreurs, il la fait estimer, il la fait aimer. C'est aussi ce que l'agronome doit faire pour l'agriculture.

Le prêtre ne s'occupe pas seulement des catholiques fervents, il donne encore son ministère aux pécheurs. L'agronome de même doit aussi son ministère aux cultivateurs négligents. Mais qu'il prenne garde de ne jamais les blesser ; c'est par ses conseils, ses encouragements et l'intérêt qu'il leur portera qu'il pourra les amener à faire une culture meilleure et à s'attacher ainsi à leur ferme.

L'agronome, à l'occasion, devrait se faire missionnaire-colonisateur. Il a bien souvent l'occasion de rencontrer des agriculteurs incapables d'établir leurs fils dans la paroisse où ils cultivent. Pourquoi l'agronome ne s'occuperait-il pas de les renseigner sur les places nouvelles ? Pourquoi ne les inviterait-il pas à s'établir dans ces régions favorables, quoique un peu éloignées,

qui sont le Témiscamingue et l'Abitibi? Et si pour des raisons qu'il n'est pas toujours facile d'expliquer, ce cultivateur n'aime pas les terres en bois debout, n'y a-t-il pas les plaines de l'Ouest où les Canadiens peuvent se grouper, et se groupent de fait, surtout depuis que des prêtres s'occupent de les établir dans ce fertile pays.

Ce n'est pas un fonctionnaire que l'agronome, c'est le prêtre de l'agriculture.

Au curé et à l'agronome se joignent les professionnels de l'endroit. Qu'ils ne soient pas préoccupés seulement de faire fortune au plus tôt. Qu'ils ne soient pas une caste aristocratique sans rapports avec ceux qui les font vivre, si ce n'est pour s'intéresser à leurs griefs ou à leurs maladies. En marge de ce rôle, pour eux le principal, ils doivent suivre la marche du progrès agricole. L'organisation des cercles, l'établissement des caisses populaires sollicitent leur activité. Mais qu'ils sachent se montrer désintéressés ; qu'ils ne cherchent pas en tout l'occasion de s'enrichir. Sur ce point il y a de vrais scandales. Les cultivateurs voient d'un très mauvais œil de tous jeunes professionnels

arriver au milieu d'eux criblés de dettes, et se faire, au moyen d'un tarif exorbitant, en quelques années, une fortune plus qu'enviable. Et pourtant leur train de vie n'a pas été des plus économiques. Rien d'étonnant alors si nos habitants envient pour leurs fils une situation qui donne la richesse si facilement.

Faut-il l'avouer, l'instruction, telle que comprise par le peuple, est devenue dangereuse pour nos campagnes. On préfère tout à l'agriculture : le droit, la médecine, ou même un simple emploi dans une gare de chemin de fer, dans un bureau, dans un magasin.

Pourtant on ne peut dire qu'un homme est ignorant quand il sait tout ce qui se rapporte à la profession qu'il exerce. Et les études classiques ne peuvent être l'apanage que d'un certain nombre. Encore les études classiques n'ont pas pour but de ne faire que des professionnels et des prêtres. Les erreurs comme celle de Pierre Giroir sont plus fréquentes qu'on ne croit chez nous. Il n'est pas du tout inconvenant qu'un homme muni de grec et de latin cultive la terre. Souvent la supériorité de son développement rendra précieuse la présence d'un tel cultivateur

dans la localité. Rien de plus vraisemblable que la vocation d'un Jean Rivard ; et quel avocat, notaire et même médecin peut se vanter d'avoir, même dans un roman, fait autant de bien et vécu des jours aussi heureux que ce héros d'un roman d'ailleurs si facile à vivre. Si le modèle donné par Gérin Lajoie n'a pas eu plus d'imitateurs, c'est que la profession de cultivateur était décriée.

Je ne sache guère de livre plus bienfaisant pour attacher le peuple au sol que ce récit touchant d'un rhétoricien se faisant colon.

Cet ouvrage devrait être répandu partout.

Que le peuple apprenne encore que la richesse est moins que jamais promise aux classes instruites. Les professions libérales sont encombrées. Nombre d'avocats et de notaires ne pratiquent pas ; ils se font courtiers ou agents d'assurance. Les médecins se placent encore assez facilement, mais on ne tardera pas à regorger de médecins car c'est la profession en vogue.

Pour aider à la réhabilitation de la terre, nos institutions d'enseignement supérieur et classique peuvent faire beaucoup.

Ce n'est pas que dans le passé rien n'ait été fait en ce sens, mais en face du mal actuel, il faudrait une action plus vigoureuse encore.

Quand même on n'enseignerait aux élèves que la grande dignité de l'agriculture et du colon, les devoirs des classes supérieures vis-à-vis cette partie bienfaisante de la population, la nécessité de se renseigner sur l'agriculture, les organisations agricoles au pays et ailleurs, ne serait-ce pas un grand progrès ? Aussitôt après son établissement dans le monde le jeune homme serait en mesure de se rendre utile à la classe agricole au milieu de laquelle il vit. Dans les académies et dans les cercles n'étudie-t-on pas la question ouvrière ? Pourquoi n'étudierait-on pas la question agricole ? Son importance n'est pas moindre.

L'enseignement commercial n'a-t-il pas nui beaucoup à l'agriculture ? Nous le croyons.

Il faut dans notre pays de l'enseignement commercial ; mais pas à la campagne. C'est dérouter et déclasser tout-à-fait les fils de cultivateurs que de les pousser vers le commerce. Sans doute il y a des fils de cultivateurs qui peuvent être industriels et financiers, mais

alors qu'ils aillent se former dans les villes, comme les avocats, les notaires et les médecins.

A la campagne, les écoles des Frères doivent donner d'abord l'enseignement primaire, et, s'il reste du temps, si elles veulent compléter le cours d'études, qu'elles le complètent de manière à ne pas désorienter les élèves. Qu'elles donnent, par exemple, des cours d'agriculture, des cours sur les divers métiers dont la campagne a besoin : cours de cordonnerie, de menuiserie, etc. Cependant sur ce point ne raffinons pas trop. Avant de faire des artistes, songeons à faire des artisans. Mais pardessus tout que l'atmosphère des écoles de la campagne soit tout-à-fait agricole.

Nous avons déjà parlé du rôle des écoles primaires tenues par les institutrices. Nous ne faisons pas de distinction ; que ces écoles soient tenues par des institutrices laïques ou religieuses. Les unes et les autres doivent tenir compte des conseils très sages données par Mgr Ross dans son manuel de pédagogie.

" A l'école primaire, dit-il, cet enseignement (de l'agriculture) a pour but de faire connaître aux enfants l'importance et la noblesse de l'agri-

culture, et de leur faire aimer cette profession. L'enseignement de l'agriculture ne comporte ni surcharge de programme, ni achat de livres ni théorie scientifique, ni apprentissage des travaux de la ferme. C'est mieux qu'une science à enseigner, c'est une noblesse à exalter, un beauté à faire admirer, un amour à communiquer. Au sortir de l'école, l'enfant devrait avoir la soif de s'instruire des choses qui s'y rapportent. C'est le but principal : créer une mentalité agricole.....

Puis à la page 349:

" Au point de vue patriotique et social, cette orientation donnée à l'école contribuera à enrayer l'un des pires fléaux dont souffre notre population agricole : la désertion des campagnes comme conséquence du discrédit dans lequel le cultivateur tient sa profession."

Et l'auteur entre dans le détail :

" Pour atteindre le but éducatif et pratique qui a été défini plus haut, l'enseignement agricole comporte: 1° l'enseignement occasionnel ; 2° les leçons de choses portant sur les observation faites à l'école ou en dehors de l'école ; 3° les jardins scolaires."

C'est au professeur de pédagogie d'expliquer ces différents points et d'y attacher l'importance qu'ils méritent. A l'inspecteur et au curé ressortit la charge, le devoir de juger à quel point les institutrices sont fidèles aux leçons reçues.

L'école n'est pas seulement pour l'instruction, elle est aussi pour l'éducation ; elle doit donner à Dieu des chrétiens convaincus ; à la patrie des citoyens bien formés. Si l'institutrice néglige cet enseignement, ou si après l'avoir donné sa conduite le contredit, comment espérer que les résultats soient consolants ! Il n'est pas rare de voir les jeunes maîtresses tenir les cultivateurs en basse estime. Pourtant elles ne sont que les mandataires de ces cultivateurs vis-à-vis des enfants. Il arrive qu'elles semblent ne pas le savoir.

L'enseignement n'est pas une fonction, c'est une mission qui comporte des devoirs très sérieux sur lesquels il est bon de méditer parfois.

Cet amour de la terre qu'on doit enseigner à l'école, il faut qu'il s'accompagne de connaissances assez précises sur nos lieux de colonisation. Nombreux sont les fils de cultivateurs qui devront, s'ils demeurent fidèles au sol,

partir pour ces régions nouvelles qui s'ouvrent avec tant de promesses d'avenir. Rien n'est plus facile que de faire connaître ces régions, en les montrant sur la carte à la classe de géographie.

Pourquoi l'institutrice ou l'instituteur ne seraient-ils pas au courant de la colonisation ? Pourquoi ne connaîtraient-ils pas les conditions d'établissement et de transport de leur localité à ces terres neuves ? L'Abitibi, le Témiscamingue d'abord, car il convient de travailler en premier lieu pour sa province ; l'Ontario-Nord et l'Ouest ensuite, où déjà un grand nombre des nôtres luttent victorieusement pour leur survivance, sont autant d'endroits propices au cultivateur, très favorables à l'établissement de familles nombreuses qui ne sauraient trouver assez d'espace dans les vieilles paroisses.

Une organisation toute faite et dont le fonctionnement est très perfectionné se charge de conduire les colons jusque sur ces terres, qui demanderont bien quelques sacrifices au début, mais qui ne tarderont pas à donner une vie large aux colons sérieux.

C'est tout cela qu'il faut dire aux garçons et aux filles dans nos petites écoles des campagnes.

Si nous nous sommes attardés sur ce chapitre, c'est que nous sommes convincus que notre race doit être fidèle à l'agriculture, que son tempérament la pousse surtout vers la terre. D'autres races au pays ont des aptitudes et des attraits différents. Le Canada est assez grand et assez riche pour satisfaire les goûts des unes et des autres. Il peut être un pays industriel, un pays minier et un pays agricole.

A ce sujet il sera intéressant de lire ce que dit le Père Fontanel, S. J., dans son ouvrage intitulé : *Le sol Canadien*.

A première vue, la Providence semble avoir préparé des régions distinctes pour le mineur et le cultivateur : de fait leurs mœurs sont généralement assez différentes pour qu'ils puissent vivre éloignés l'un de l'autre. Cependant, des trois grandes régions agricoles du Canada qui sont : les prairies, la vallée du St-Laurent et la zone argileuse, cette dernière semble destinée à unir le cultivateur au mineur. Le mineur aidera le fermier en lui fournissant un débouché et un marché important ; en coopérant au

défrichage, au tracé des chemins, en hâtant la construction des voies ferrées : c'est ainsi que les régions de Porcupine et du lac Kirkland ont rapidement amené plus de 15,000 habitants à Timmins. Le fermier améliore les conditions de vie du mineur en lui facilitant l'approvisionnement, en lui procurant à plus bas prix une alimentation plus hygiénique. L'union entre la mine et la ferme devient plus intime quand des membres de la famille peuvent travailler à la mine, quand le cultivateur peut y trouver de l'emploi pendant la saison morte. La région entière gagne à cette union, parce qu'elle reste habitée après l'épuisement de la mine, le fermier ayant pris racine dans le sol avec ses plantes et sa famille. La colonisation dans les régions minières, quand elle est possible, est un excellent moyen pour lutter contre l'émigration. Dans le nord-ouest de Québec, comme dans le nord-est de l'Ontario, il importe de favoriser l'union entre le mineur et le fermier.

. . . . . .

" Le relevé des régions cultivables n'est pas encore définitif. Les chiffres donnés varient un peu, quelques géologues ont évalué à 15% la

surface agricole : ce qui donnerait environ 350 millions d'acres ; d'autre part, les agriculteurs escomptent un minimum de 300 millions d'acres soit 13% de la superficie totale. Si on tient compte du fait que la surface actuellement cultivée n'est que de 70,800,000 acres, on voit que le fermier ne manquera pas de place pour ses arrières-neveux.

" Le sol canadien favorise donc l'agriculture et le mineur."

(*Le Sol canadien*, p. 385 et suiv. La géologie et l'agriculture.)

CHAPITRE V

La colonisation

Le mouvement de colonisation parti depuis quelques années, fortement encouragé par le Gouvernement et le clergé, a fait plus que toute autre campagne pour diminuer le mal de l'émigration. Il demeure un des remèdes les plus énergiques contre le fléau qui à diverses époques chez nous a fait de formidables trouées dans notre population. C'est le remède que proposait le Père Lacasse en 1880. La situation alors ressemblait passablement à la situation actuelle.

" Celui qui aime son pays, disait-il, comme vous l'aimez tous, mes chers habitants et artisans, se demande avec anxiété, en voyant l'état actuel des choses: où allons-nous? Que vont devenir les Canadiens français de la province de Québec? Le père ne peut plus garder ses enfants autour de lui, la mère les voit avec douleur s'éloigner du clocher de leur village, la

terre qu'on arrose de ses sueurs se refuse à nourrir les dix ou douze enfants qui prennent place autour de la table ; et l'anxiété dans l'âme, on se regarde et on cherche, et tout bas on dit à l'oreille de son voisin : qu'allons-nous devenir ? Les chars conduisent par milliers nos compatriotes sur une terre étrangère, qui n'est point faite pour eux . . .

Vingt, trente, cinquante et plus par paroisse nous laissent chaque année. Les calculs démontrent que vingt mille Canadiens laissent la province de Québec annuellement pour aller se constituer esclaves dans un pays étranger, . . . (*Une Mine d'or et d'argent*, page 9.)

Et le vieux missionnaire de proposer à ses compatriotes la colonisation.

" Vous aimez votre pays, braves habitants, qui lisez ces lignes, eh bien ! réfléchissons un peu sur l'avantage de la colonisation. . . Nous n'avons guère que le quart de nos bonnes terres de prises et d'habitées. Le Bas-Canada peut faire vivre vingt millions d'habitants, c'est-à-dire vingt fois plus qu'il n'en a maintenant. Nous sommes dans un riche pays. . . Dans notre province, il y a encore des vallées qui offrent

autant d'avantages que la vallée du Saint-Laurent en présentait à nos pères. Les vallées de l'Ottawa, du Lac St-Jean, de la Gaspésie, de Témiscouata, de la Beauce, du St-Maurice, présentent leurs richesses aux bras vaillants qui iront changer de vastes forêts en des plaines fertiles. C'est par la colonisation de nos cantons que notre pays deviendra une grande nation. Si nous restons dans les limites de nos vieilles paroisses qui donnent un surcroît de population, nous courons infailliblement vers l'anéantissement. Nous sommes débordés de toutes parts... Nous allons nous mettre à l'œuvre et nous enfermer dans nos forêts. Les commencements sont durs, mais tout va bien qui finit bien. Nous ne serions pas dignes de nos pères si nous reculions devant l'entreprise. Ils laissaient, eux, la France pour traverser les mers dans de petits bâtiments, et pour venir se jeter au milieu des sauvages, alors leurs ennemis. Quel courage ! Et nous ! Nous craindrions de nous éloigner de quelques lieues pour assurer l'avenir de nos familles et le salut de notre race ! Si nous eussions voulu coloniser notre province, nous compterions près d'un million de Canadiens de

plus, et notre Bas-Canada aurait une telle prépondérance sur les provinces sœurs que le Manitoba serait aujourd'hui peuplé par des Canadiens-Français. . ." (Op. cit. pp. 18, 19.)

Nous avons fait ces longues citations, non-seulement à cause de la sincérité de l'accent, mais pour faire voir qu'à des maux semblables à ceux dont nous souffrons, on proposait en 1880 les mêmes remèdes qu'aujourd'hui.

Dans les vieux pays, on considère la colonisation à l'étranger comme un des moyens de régler la question sociale. Il n'est pas question assurément de faire de la colonisation dans ces terres défrichées depuis des générations. Alors on cherche à faire passer dans les colonies soumises à la métropole, le surplus de la population, afin de soulager la métropole même. C'est ce qui explique l'ardeur des Anglais à faire passer chez nous les milliers deses chômeurs, dont le désœuvrement est un danger pour la société.

Il est bien certain que s'il y avait encore en Angleterre ou dans les contrées avoisinantes des terres à défricher, le gouvernement anglais dépenserait des sommes énormes pour placer

ces êtres inutiles et dangereux, pour les constituer en capital productif.

Depuis 1880, plusieurs lieux nouveaux de colonisation ont été ouverts. D'autres se sont remplis, comme le Lac St-Jean, où il n'y a plus de terres à coloniser, si ce n'est pour le surplus de population de cette région.

De plus les conditions de colonisation se sont fort améliorées.

Le colon n'a plus comme autrefois à faire brûler son bois en abatis, il peut en faire du bois de pulpe ou de construction. Il est vrai que le prix du bois de pulpe dans les régions de colonisation n'est pas élevé d'ordinaire, mais le colon doit se souvenir qu'en vendant son bois il fait double profit, puisqu'en même temps il s'ouvre des prairies et des pâturages.

En 1880, le gouvernement n'encourageait guère les courageux défricheurs du sol. Que de difficultés pour obtenir des routes, des voies de communication! Aujourd'hui, presque toujours les chemins de fer sont à proximité, à quelques milles tout au plus, les routes, aussitôt qu'elles deviennent nécessaires, sont ouvertes aux frais de l'État, ce qui donne encore au colon l'occa-

sion de se faire de l'argent en faisant le travail lui-même, des primes de défrichement sont accordées, et des grains de semence fournis ; et cela sans compter nombre d'autres secours, nombre d'autres octrois.

Il est bien certain que si les colons, il y a un demi siècle, avaient pu jouir d'autant d'avantages que les colons de 1926, les terres se seraient prises rapidement, et notre contamination par l'esprit américain eut été beaucoup moindre. Ç'a été le va-et-vient des États-Unis au Canada et du Canada aux États-Unis qui nous a déformés sous le rapport de l'économie et de l'autorité.

Nous avons aujourd'hui plus d'avantages. Mais sommes-nous à la hauteur des temps héroïques où nos ancêtres défrichaient dans les plus mauvaises conditions possibles ? Nous n'avons pas le droit non plus d'exiger autant de privations de nos colons. Il faut qu'ils se sacrifient quelque temps, mais c'est un devoir pour l'État de leur alléger autant que possible, la tâche. On ne saurait donc trop encourager le gouvernement à faire de larges faveurs aux colons.

Quels sont les endroits qui attirent davantage les colons actuellement? Il y a l'Abitibi, le Témiscamingue, la vallée de la Matapédia, les Squattecks (Témiscouata), la Gaspésie, et quelques autres régions. La place ne manque pas encore, on le voit. Les colons ont un beau choix. Tous ces endroits sont situés dans notre province, et ils offrent à des degrés divers de multiples avantages. Le ministère de la Colonisation et les Missionnaires-Colonisateurs sont au courant de toutes les conditions d'établissement dans chacune de ces régions, et ne se font pas prier pour renseigner ceux qui veulent s'établir. Nous n'entendons guère parler depuis quelques années que de l'Abitibi et du Témiscamingue. Ces deux régions qui sont immenses et qui pourraient contenir quelques millions d'habitants, offrent des avantages particuliers ; quand ce ne serait que la proximité des mines dont l'exploitation s'annonce et qui donneront de l'ouvrage aux cultivateurs dans les mortes saisons. De plus personne ne conteste les qualités supérieures du sol.

Il y a quelques années à peine, le silence pesait sur ces coins plantureux de notre pro-

vince. Puis avec les chemins de fer, on les a connus on s'y est établi et maintenant des paroisses prospères, des paroisses qui pourraient rivaliser avec nos plus vieilles et nos plus belles de la vallée du Saint-Laurent s'élèvent et se promettent avec raison un bel avenir.

Ce n'est pas que les autres endroits où le cultivateur s'implante n'offrent pas d'avantages; parfois, en raison de la distance ou de goûts que nous n'avons pas à discuter, ou encore de la proximité des villes et des marchés, les avantages peuvent être plus grands. A chacun d'en juger. Mais le Gouvernement, semble-t-il, devrait fermer rigoureusement certains cantons absolument impropres à l'agriculture. Peut-il le faire facilement? Pas toujours, nous l'avons déjà dit. Les colons s'obstinent avec une vigueur d'autant plus grande que la résistance se fait plus vive. De plus le gouvernement est renseigné d'ordinaire par les curés. La pitié qu'ils conçoivent pour leurs paroissiens les engagent à formuler auprès du ministère des pétitions qui, lorsqu'elles sont écoutées, et elles le sont d'ordinaire, contribuent à pousser le défrichement dans ces endroits qui devraient rester fermés.

Ordinairement, d'ailleurs, ce ne sont pas les vrais colons qui s'établissent dans ces terres arides et stériles, ce sont les bûcherons, les " hommes de bois ". Ceux-ci font bien leurs " devoirs ", mais lorsque le lot est " patenté " ils s'empressent de vendre la coupe du bois, partent et vont plus loin recommencer. Alors il arrive que la municipalité doit saisir ces terres qui restent sans culture et qui ne tardent pas à reprendre en taillis.

Connait-on suffisamment dans nos vieilles paroisses, et dans toutes ces paroisses qui débordent aux États-Unis, les régions favorables à la colonisation ?

La publicité n'a pas fait entièrement défaut, mais peut-être ne s'est-elle pas faite dans les conditions voulues pour produire tous ses effets. Il faut remarquer encore que ce sont d'ordinaire les voyageurs qui s'empressent le plus de partir quand on leur propose un établissement au loin. Or les colons de ce genre ne colonisent pas, on le sait. Ils partent facilement mais reviennent plus facilement encore. On ne peut les tenir en place. La moindre difficulté les arrête, et pour expliquer leur inconstance,

ils s'empressent de décrier les lieux où on les a établis, d'où ils sont revenus. Voilà souvent les publicistes de la colonisation. Ils font gratuitement leur œuvre néfaste, donnent de faux renseignements et détournent les vrais colons de partir.

Pour réparer le mal fait par ces voyageurs qui ne se fixent nulle part, il faudrait des gens sérieux. Les Missionnaires-Colonisateurs sont précisément les hommes trouvés. On ne conteste pas leur désintéressement, mais sont-ils assez nombreux ? Peuvent-ils suffire ? En tout cas les curés des paroisses doivent leur servir d'informateurs. Ce sont eux qui connaissent les gens qui peuvent s'établir sérieusement sur les terres nouvelles. Plus que tous dans la paroisse, ils sont en état de se renseigner sur les endroits les plus propices à la colonisation et d'en instruire leurs paroissiens. Il est bien certain que même le petit groupe des Missionnaires Colonisateurs qui actuellement s'occupent de remplir les terres nouvelles, auraient une action beaucoup plus fructueuse si tous les curés connaissaient leur existence, leur organisation, demeuraient en rapport avec eux. Autrement,

forcés de rester au bureau, leur propagande est nécessairement limitée.

Pour faire connaître les régions nouvelles, des publications spéciales, sérieuses, courtes, avec illustrations choisies ne seraient pas de trop. On peut même les désirer. Est-il nécessaire de les envoyer dans tous les foyers ? La plupart de ces publications que le Gouvernement répand à profusion ne sont pas lues. Il vaudrait mieux en envoyer un certain nombre dans chaque localité, les vendre à un prix modique ou si on en fait une distribution gratuite, limiter la distribution et pousser les gens à les demander. Ainsi brochures et circulaires atteindraient plus sûrement leur but.

Que le journal en plus fasse une publicité intéressante, attire parfois l'attention par une annonce suggestive, avec, le même jour, un article qui se lit bien, un article facile à comprendre et rempli de détails instructifs.

Remarquons que la propagande en faveur de la colonisation doit être instructive et sérieuse. On aurait vite fait de la discréditer si, la surchargeant d'invitations indiscrètes et de promesses exagérées, on fardait la situation véritable. Que

le cultivateur y trouve des renseignements qui le guident et l'éclairent.

Une telle campagne ne s'impose pas moins que la campagne anti-tuberculeuse.

L'émigration chez nous est bien aussi fatale à la race que la tuberculose.. Mais tandis que les médecins se sont occupés d'enrayer ce dernier fléau, qui s'est occupé avec autant de sollicitude de l'émigration ?

Une objection faite fréquemment par ceux qu'on invite à se faire colon, c'est que les régions avantageuses sont trop lointaines.

Il est assez pénible pour un jeune homme de partir seul et de s'installer dans un camp de bois rond à cent cinquante lieues de ses parents, il faut bien l'admettre. Aussi il n'est guère tenté de le faire. D'ailleurs, en raison de sa jeunesse même, il a confiance en l'avenir et ne croit pas devoir s'imposer un aussi grand sacrifice pour se l'assurer. Les pères de famille ont naturellement un souci plus grand de l'établissement de leurs enfants. C'est eux qu'il faut convaincre de partir et de transporter avec eux tous les enfants. Ils peuvent le faire dans de meilleures conditions. D'ordinaire ils ont quelque argent,

et l'action concertée de toute la famille peut arriver à un défrichement plus rapide et moins pénible. Ils seront sensibles à l'argument qu'ils ne sont pas capables d'établir leurs enfants à leurs côtés et partiront plus facilement. D'autre part les conditions de vie que leur imposera leur nouvelle situation les empêcheront, dans bien des cas, d'aller finir rentiers, c'est-à-dire désœuvrés, dans un coin obscur du village.

Il faut compter de plus, nous revenons sur cette idée, que la vie de famille compensera en grande mesure les privations, les fatigues et même l'ennui qu'on pourra éprouver loin du clocher natal.

Plusieurs se demandent, non sans raison, pourquoi les colons canadiens ne jouissent pas des mêmes privilèges que les colons qui viennent de l'étranger. Est-ce que des colons étrangers sont un capital plus précieux que les colons de chez nous ? Croit-on que si l'on dépensait la moitié seulement de l'argent voté pour l'immigration, en faveur des colons canadiens, l'exode des nôtres ne serait pas en grande partie enrayée ? Voilà une vérité qu'il ne faut pas cacher. C'est par milliers de dollars qu'on paie l'impor-

tation d'étrangers au pays, et souvent ces étrangers vont encombrer les villes où leur présence contribue à aiguiser la crise du chômage. Il est vrai que ces étrangers gagnent d'ordinaire l'Ouest,— avant de gagner les États-Unis,— mais la colonisation est-elle importante dans l'Ouest seulement ? Notre province devrait en bénéficier en large part, et le profit n'en serait pas moins grand. Ce n'est pas que nous soyons opposés au départ des nôtres pour l'Ouest, au contraire, et nous en dirons les raisons plus bas ; mais il importe de bien conserver ce qu'on a chez soi avant d'avoir recours à l'étranger. Nous ne désirons pas davantage que les immigrants d'Europe s'établissent dans le Québec, nous n'avons pas trop d'espace pour nous, mais qu'on nous donne autant de secours qu'aux Anglais, aux Norvégiens, aux Allemands, aux Polonais et aux Lithuaniens, pour ne pas parler des Juifs.

Ne serait-il pas à propos de transporter gratuitement les familles qui vont ainsi s'établir sur les terres nouvelles ? C'est une grande dépense pour une famille que de se transporter, par exemple, dans l'Abitibi ou le Témiscamingue.

La même chose peut se dire des familles qui partent pour l'Ontario-Nord ou l'Ouest Canadien

Ne pourrait-on pas non plus ouvrir un crédit spécial pour les colons ? Il n'est guère à conseiller à une famille de s'installer en pleine forêt dès le début. Trop de choses sont nécessaires à la vie. Il y a toujours dans les places nouvelles un certain nombre de fermes à demi défrichées qui se vendent à un prix relativement bas. Déjà une maison et une petite grange ont été bâties, voilà ce qui convient à un père de famille qui se fait colon. Mais à un cultivateur il faut des animaux, il faut des instruments aratoires. Si le nouveau colon doit se mettre dans des dettes d'où il ne voit pas jour de sortir, il est dangereux qu'il ne se décourage. Le même crédit pourrait servir au jeune colon ; qu'on appelle ce crédit " caisse d'établissement " ou autrement, il semble bien qu'il s'impose.

Quant aux autres conditions auxquelles le colon doit se soumettre, l'économie, la culture intelligente, nous en avons parlé déjà.

Il est clair que les dirigeants des jeunes paroisses doivent prendre garde de ne les pas surcharger de dettes. Il est beau d'avoir de l'ini-

tiative et de faire des œuvres, mais il est plus beau encore de montrer des cultivateurs à l'aise, et la grande œuvre de la colonisation en pleine prospérité.

Il est remarquable que le fléau des automobiles sévit même dans ces paroisses que l'on croirait plutôt pauvres. Il est évident que si l'auto ruine inévitablement le cultivateur des vieilles paroisses, elle n'est pas moins ruineuse pour les colons qui commencent le défrichement de leurs terres.

On affirme parfois que le nombre des colons qui se présentent actuellement est trop grand pour que le gouvernement suffise à leur procurer les avantages nécessités par la colonisation. Nous avons peine à le croire. En effet, il nous semble qu'aucune dépense ne soit exagérée pourvu qu'elle contribue à agrandir notre territoire agricole. Toutefois, en tenant compte de tout, il n'est pas hasardeux d'affirmer qu'il y aura toujours un certain nombre de canadiens à qui la province de Québec n'offre pas les conditions désirables pour un établissement. Les uns n'aiment pas à se faire bûcherons, d'autres n'aiment pas l'abatis et le brûlé, d'autres

prétendent n'avoir pas la santé pour assumer une tâche aussi dure, d'autres aiment la grande culture et demandent de beaux champs et de belles moissons. Plutôt que de les laisser partir pour l'étranger, pourquoi ne les dirigerait-on pas vers les plantureuses prairies de l'Ouest ? Mais toujours par familles autant que possible. Il y a là-bas de quoi satisfaire les plus exigeants. Les fermiers y sont heureux et le travail en général n'est pas dur. Il n'y a pas à craindre non plus l'isolement. Les Canadiens français se groupent ; ils ont leurs écoles où le français s'apprend convenablement, où il s'apprendra mieux plus tard, où la religion est en sûreté. Il y a des églises et des prêtres pour les besoins des fidèles ; et la survivance catholique et française est assurée désormais. Il faut passer à travers ces prairies pour voir toute la richesse réservée là-bas aux colons courageux. Il faut voir la vigueur de ces groupes, leurs organisations patriotiques et religieuses pour se convaincre que l'Ouest Canadien est destiné à voir fleurir l'idéal français et l'idéal catholique par l'extension de la race là-bas. Il ne s'agit pas de dépeupler Québec, le danger d'ailleurs est très

éloigné, il s'agit simplement de faire œuvre catholique et française, et en même temps patriotique. Car l'Ouest c'est toujours le Canada, et au delà de notre province, il faut voir la patrie entière.

Il est pénible d'ajouter que les Canadiens sont sur un pied bien inférieur aux immigrants d'outre-mer dans les facilités que le gouvernement donne à ceux qui s'y transportent. Espérons que le jour n'est pas éloigné où les Canadiens ne seront pas traités chez eux plus mal que les étrangers.

Sur le chapitre de l'établissement des colons dans l'Ouest, on a bien des choses à objecter. Quand quelqu'un de là-bas veut démontrer par des faits que la vie y est relativement facile, il s'en trouve toujours pour rappeler la banqueroute de tel ou tel de ses amis, telle ou telle de ses connaissances. Arguments puérils, mais dangereux ! Là bas comme ici il y a des banqueroutiers. Il y en a partout. La facilité de faire fortune pousse toujours certains imprudents à des transactions où à des entreprises ruineuses ; et l'on peut dire que dans l'Ouest la fortune sourit assez facilement au fermier, surtout au fermier sage. Il y a

des précautions à prendre pour vivre au Manitoba, dans l'Alberta et dans la Saskatchewan, comme il y en a ici. L'économie est de rigueur aussi bien là qu'ici ; et si la terre est d'une qualité excellente, tous les endroits ne sont pas également propices à l'établissement des fermiers. Les Missionnaires Colonisateurs ont été établis spécialement pour diriger les colons aux bons endroits. C'est donc à eux qu'il faut recourir si on ne veut pas risquer de se mettre dans l'embarras, dans l'impossibilité de vivre.

Il y a encore le Nord-Ontario. De beaux groupes sont établis sur les terres argileuses qui seront plus tard des prairies excessivement riches. Leurs groupes pourraient grossir sans que notre province en souffrît, même si elle leur fournissait un contingent raisonnable.

Quant à vouloir agglomérer dans de petits ou de grands centres industriels le surplus de notre population agricole, la chose n'est pas naturelle. Sans compter que le Canadien est de beaucoup meilleur cultivateur que journalier,—d'ailleurs la condition de cultivateur est de beaucoup supérieure à celle du journalier,— on ne pense pas à toutes les misères physiques et morales

qui résultent de cet état industriel d'un pays. C'est de là que sortent tous les problèmes compliqués qui mettent actuellement le monde dans un si grand malaise. C'est par là que se forment les classes des bourgeois et des prolétaires ; et le paupérisme n'a pas d'autre source.

C'est à la campagne que le peuple vit le mieux, et c'est la place naturelle qui lui convient. N'allons pas désorienter notre race en voulant en faire une race industrielle. Conservons notre peuple agriculteur, dussions-nous pousser son extension jusqu'aux Montagnes Rocheuses.

CHAPITRE VI

L'AUTORITÉ

On s'étonnera sans doute que nous fassions intervenir l'autorité parmi les remèdes que nous proposons contre l'exode. Et cependant, nous le croyons, nous en sommes convaincus, l'autorité des parents retiendrait un grand nombre de nos fils chez nous.

Ce sont les jeunes gens surtout qui s'expatrient. Les hommes d'âge mûr y tiennent moins, car la vie américaine leur offre moins d'attraits.

Pourquoi les jeunes sont-ils plus enclins au départ ? C'est qu'ils pensent pouvoir gagner leur vie plus facilement aux États-Unis qu'au Canada ; c'est que la vie du journalier américain leur apparaît plus variée et moins austère par les nombreuses distractions qu'elle offre et les loisirs qu'elle promet.

Ces exigences proviennent de ce que dès l'âge le plus tendre les enfants ont été gâtés. Ils n'ont pas appris à réfréner leurs désirs. On les a élevés à tous leurs caprices. Dès lors ils ont commencé à ne plus s'occuper de l'autorité des parents. A peine au sortir de l'adolescence, il a fallu aux filles des toilettes brillantes, aux garçons des voitures de prix. Encore s'ils avaient épargné ces voitures et ces toilettes, mais ce n'est plus aujourd'hui qu'on s'occupe de cette sorte d'épargne.

C'est ainsi qu'on voit des garçonnets de seize ans se permettre d'avoir une petite amie de leur âge. Et si la voiture fait défaut, il lui rend visite à pied. "Enfantillages !" disent les parents indulgents. Oui enfantillages, mais enfantillages gros de conséquence. Ce garçon, qui fait son homme, n'ira pas longtemps à pied. Déjà il songe à se procurer une voiture, et comme son père ne peut ou ne veut pas lui en acheter, il ira aux chantiers ou même aux États-Unis se gagner de l'argent pour faire comme les autres.

Même s'il ne songe pas à partir, il sera cause de nombreuses dépenses absolument inutiles. On n'est pas un homme sans fumer ; le garçon

fumera, sans l'autorisation de son père, cela va sans dire. On n'est pas chic sans fumer la cigarette, et le garçon achètera des cigarettes, en fumera ensuite jusqu'à son ouvrage, dépensant ainsi quinze à vingt-cinq sous par jour. Le père gémira, mais trop tard ; à la première remarque ce fils menacera de partir.

Il en est de même de la jeune fille. En robe blanche, en souliers pointus à cœur de semaine, elle ne tarde pas à prendre en grippe les travaux du ménage.

Il est inévitable qu'avec de telles dépenses les revenus d'un cultivateur ou d'un ouvrier ne peuvent suffire. Aussi il arrive presque toujours que ces familles vont échouer aux États-Unis.

Ce malheur est évité dans les familles où le lien de l'autorité a toujours été ferme. Là les enfants n'ont pas pris de caprices. Dès leur plus tendre enfance, ils ont été formés à l'esprit de sacrifice ; ils ont appris à se contenter de peu. Les gâteries leur ont été épargnées pour le plus grand bien de leur santé physique et morale. Ils ont appris à respecter leurs parents, à leur obéir comme à la volonté de Dieu, selon la vraie doctrine chrétienne. Ils ont grandi dans ces

habitudes,subordonnant leurs désirs à la volonté de leurs père et mère. Chez eux, on n'a pas vu la manie des brillantes toilettes se manifester dès l'enfance ; et plus tard ils ont été contents de ce que leurs parents leur ont donné. Jamais le foyer ne leur a paru morne. C'est que le père y demeurait tous les soirs et ne cherchait pas, par ses sorties fréquentes, à tromper la monotonie de la vie familiale. Les habitudes d'économie se sont ainsi implantées dans leur esprit.

D'autre part le père a pu mettre de côté quelque argent et l'heure venue où les fils ont songé à se marier, heure qui n'a pas été tardive, pour leur plus grand bien, il a eu de quoi les établir les uns après les autres à proximité du foyer paternel, d'où il a pu encore leur aider de son expérience et de ses conseils.

Il arrive encore que la paroisse qu'il habite n'offre pas les avantages suffisants pour l'établissement de toute sa famille. Parce que le lien de l'autorité a créé l'unité chez lui, il peut alors partir pour les régions nouvelles où l'espace ne fait pas défaut, où la famille demeure unie dans une sainte amitié et dans un vrai bonheur.

Ainsi famille et enfants sont préservés de l'émigration.

Pour atteindre ce but, l'autorité doit être ferme et sage.

Ce n'est pas un art facile que l'exercice de l'autorité. Trop de sévérité la rend lourde, et les abus la rendent odieuse. Les enfants se souviennent toujours d'une répression barbare et des réprimandes non méritées. Par là ils se détachent de leurs parents, s'entêtent et soupirent après le jour où ils pourront s'émanciper.

C'est au curé à apprendre aux parents la nécessité de l'autorité, et la manière de l'exercer. Rien ne vaut mieux pour cet enseignement que les confréries réunies chaque mois et des instructions appropriées. On dort facilement au sermon, même si le prédicateur est éloquent. Mais aux confréries, l'attention est plus facile. L'enseignement s'y donne d'une manière plus familière, il s'adresse plus directement à l'auditoire.

Parfois il est nécessaire que les enfants aillent gagner pour soulager le budget familial. La chose n'a pas besoin d'être aussi générale qu'elle l'est, mais il se rencontre des cas où elle est nécessaire.

La méthode suivie ordinairement est très défectueuse. Elle s'oppose entièrement à l'ordre voulu par Dieu dans l'institution de la famille.

Une jeune fille de dix-sept ans, parfois plus jeune, part pour la ville. Son père l'abandonne sur le quai de la gare. Rendue à la ville elle rencontre une connaissance qui l'attend d'ordinaire et qui va l'introduire quelque part, dans des endroits qui ne sont pas nécessairement recommandables. Auparavant elle lui a dicté toutes les conditions qu'elle doit exiger de ses nouveaux maîtres. Ces conditions sont souvent renversantes. La principale et la plus dangereuse consiste à réserver ses soirées. Or ces soirées, elle les passera sur la rue au bras d'un inconnu ou bien dans quelque théâtre de vues animées.

Il y a bien le bureau de placement, mais que de jeunes filles ignorent l'existence de ce bureau qui d'ailleurs ne peut voir à tout.

L'ordre naturel serait que le père lui-même s'occupât de placer sa fille et spécifiât les conditions de l'engagement. Le salaire devrait lui être remis, et les maîtres seraient tenus de veiller sur cette servante avec le même soin que sur leur propre fille. C'est là, si je ne me trompe,

l'enseignement de la morale, et l'interprétation du mot latin *famula* qui traduit servante.

Ce procédé enlèverait à nombre de jeunes filles le goût de partir.

Autrement leur départ ne soulage pas la maison, car la jeune fille dépense tout ce qu'elle gagne et revient avec des toilettes qui scandalisent ses petites sœurs.

Il est vrai qu'à l'âge de vingt-et-un ans elle pourrait s'affranchir de cette tutelle, mais alors elle serait plus réfléchie, et souvent elle aurait déjà rencontré l'époux qui doit fixer sa destinée.

Quant au fils, il n'y a pas de raison de le laisser partir avant qu'il soit en âge. Il y a toujours sur une ferme de l'ouvrage pour les pères et les fils, à condition que l'on veuille travailler. En tout cas les pères devraient se faire un cas de conscience de laisser partir leurs fils pour les chantiers. Et la remise du salaire, si les fils travaillent au dehors, devrait être exigée strictement.

Voilà un programme qui paraîtra bien nouveau ; et pourtant il ne fait que sortir de la vraie conception de la famille.

Il va sans dire que pour rendre possible son accomplissement, il faut que les parents pourvoient convenablement aux besoins des enfants. Que leur tenue ne soit pas ridicule. Nous avons connu une veuve qui ne parvenait pas à engager ses deux filles institutrices, parce que ces jeunes filles étaient la fable de toute la paroisse pour leur accoutrement ridicule. Et d'autre part nous en avons connu qui s'habillaient avec un goût parfait de la manière la plus économique. Personne ne supporte d'être ridiculisé ; et les enfants intelligents ont vite fait de se dégager de l'autorité paternelle quand cette autorité les tient dans la dérision.

Si le foyer doit être agréable, il ne faut pas le rendre tel par des dépenses inutiles.

Nous avons vu chez un cultivateur extrêmement pauvre,— il ne cultivait guère, il faut l'avouer — un Sonophone dispendieux qui nous jouait des gigues très peu artistiques. On l'a fait jouer quelquefois, puis on l'a fermé pour longtemps. La poussière doit en avoir eu raison aujourd'hui. Un cultivateur intelligent, à l'aise, avait acheté un piano pour récréer ses enfants. Comme personne ne savait le jouer, le piano

est demeuré fermé. C'est en vain que ce cultivateur a dépensé de l'argent pour faire donner des leçons à ses filles, aucune d'elles n'a appris. Ce cultivateur avoue qu'il s'est trompé tout-à-fait ; il est revenu à son ancienne méthode d'amuser ses enfants : causer au coin du poêle après souper, leur parler du temps passé, des projets d'avenir, et tenir son humeur égale.

Interdire tout à fait les sorties aux jeunes gens serait peut-être demander trop. Ce qu'il faut, c'est de contrôler ces sorties, ne pas permettre que les enfants soient de toutes les réunions.

Nous avons parlé de l'autorité surtout chez le cultivateur. La même chose à peu près peut se dire de l'ouvrier.

C'est là surtout que la remise des salaires doit être obligatoire et que les sorties doivent être contrôlées.

Cependant, plus que le cultivateur l'ouvrier devrait rendre son foyer attrayant, mais d'une manière économique. Un piano est toujours trop dispendieux pour un ouvrier, à moins qu'il n'ait des économies qui le mettent à l'abri contre la dureté des temps. Un instrument de musique moins luxueux, la vie de famille où le

père et la mère eux-mêmes mettraient de l'entrain, certaines attractions, comme une séance dramatique jouée par quelque cercle sous le patronage du curé, un pique-nique à la campagne mais pas trop loin de la ville, car il deviendrait trop onéreux, voilà autant de moyens de rendre le foyer supportable aux enfants des villes. Mais que le théâtre soit interdit strictement.

Placé au milieu de familles riches qui donnent à leurs enfants une éducation très relevée, l'ouvrier ambitionne pour les siens un degré aussi haut d'instruction. Qu'il prenne garde de ne pas déclasser ses enfants ; il y a bonne éducation et éducation qui déclasse. C'est pourquoi il n'est pas toujours urgent de pousser à des études trop élevées des fils d'ouvriers qui manifestent quelque talent. Cicéron dit que les enfants sont ordinairement du métier de leurs pères. Le vieux patricien ne voyait pas si mal, et il n'y a qu'à féliciter les pères de famille ouvriers qui préparent leurs fils à la profession qu'eux-mêmes ont embrassée.

Si cependant l'enfant manifeste des attraits bien marqués pour telle ou telle vocation, alors qu'il prenne conseil de personnes éclairées avant de se lancer dans les dépenses.

Nous en avons assez dit pour montrer les relations que l'autorité paternelle peut avoir avec l'économie. Tant chez le cultivateur que chez l'ouvrier, il serait bon de faire revivre cette discipline un peu austère des temps passés, et il est certain que les finances domestiques ne s'en trouveraient que mieux.

CHAPITRE VII

Le patriotisme

Le patriotisme, moyen d'enrayer l'exode !

Eh bien ! oui, le patriotisme. Et nous croyons que c'est un puissant moyen. Affaire de sentiment ! C'est contestable. C'est bien aussi une affaire de raison. D'ailleurs c'est à tort que ce mot a perdu son noble sens dans la bouche d'un grand nombre. Il faut avoir étudié l'histoire pour savoir tout ce que cette noble passion a fait accomplir de grand.

Mais n'est-ce pas un sentiment trop élevé pour l'esprit du peuple ! Ne faisons pas injure à ceux de notre race. Ce sentiment est à la portée de tous puisque c'est un sentiment naturel. L'amour de son pays, la fierté de sa race, les Canadiens tout autant que les Américains ou les Français peuvent s'en inspirer jusqu'au sacrifice.

Mais donnons-lui son vrai sens, ne le déformons pas.

Le patriotisme, ce n'est ni une fusée de la gorge aux jours de la Saint-Jean-Baptiste, ni une matière à exploiter par les filous qui passent dans les campagnes en faveur d'entreprises louches déguisées sous l'étiquette canadienne-française ; c'est l'amour raisonné de son pays. C'est, pour nous, la connaissance bien claire de notre mission apostolique en terre américaine ; c'est la conviction profonde toujours présente à l'esprit de la vérité de cette mission, et la direction nette donnée à notre action vers la réalisation de notre idéal. C'est encore la communion avec le passé, la solidarité reconnue des Canadiens d'aujourd'hui et de ceux d'autrefois ; c'est le respect du patrimoine légué par les ancêtres.

Nous sommes bien haut pour les esprits simplistes de nos populations. Pourtant, les Canadiens français ne vibrent jamais d'un plus grand enthousiasme que lorsqu'on leur décrit les luttes héroïques des ancêtres, leur obstination à fonder sur les rives du St-Laurent la France nouvelle.

On ne perd pas son temps à former l'esprit national dont nous manquons à un degré si déplorable. Ni le Français, ni l'Anglais, ni ceux des autres nationalités ne souffrent qu'on attaque leur pays et sont prêts à mourir pour lui. Le Canadien peut-il en dire autant ?

Il n'est pourtant pas lâche ! Il n'est pas instruit de son histoire ni de son rôle.

Il ne sait pas que chacun des membres de la nation contribue à l'édification de la patrie ; il croit qu'il est inutile, et que son départ ne causera pas plus de mal.

Le seul sentiment national ne peut retenir la masse lorsque la vie se fait trop pénible, mais avec les autres vertus nationales et des conditions économiques suffisamment bonnes, il peut chasser la pensée de partir, et c'est déjà beaucoup.

L'habitant qui sait que ses douze enfants seront une centaine demain et plusieurs centaines dans l'avenir, que par lui la patrie sera plus riche d'un grand nombre de bras et d'intelligences, ne peut s'empêcher d'être fier, mais il faut le lui dire, il n'y pense pas. Il faut que son patriotisme ne demeure pas dans le domaine de l'idéalisme, qu'il ne le sépare pas de son

travail quotidien. Il faut qu'il sache que ses sueurs n'ont pas seulement une valeur pécuniaire, mais qu'elles sont inappréciables au point de vue national et même religieux.

On vante beaucoup la petite patrie, et l'on a raison. Cependant je doute parfois que ceux qui en parlent davantage rétrécissent le sens que les auteurs de cette belle expression ont voulu y mettre. La petite patrie peut souvent réussir à faire aimer la grande, mais elle peut aussi parfois la faire moins estimer et c'est là une raison pour ne pas se contenter de cette petite patrie où souvent ne dorment pas les ancêtres ou bien y dorment dans un oubli regrettable.

Montrons toujours au-delà de la petite patrie le grande, montrons au cultivateur et à l'ouvrier l'importance de sa personne et de son action.

" Qu'est-ce que le patriotisme? demandait un jour à son oncle Germain le Père Lacasse. Le Père, à ce qu'il raconte, était écolier lorsqu'il posa cette question. " Le patriotisme, mon neveu, ce n'est pas ceux qui parlent deux heures le jour de la Saint-Jean-Baptiste, et qui font rien le reste de l'année, le patriotisme, c'est un bon habitant ! voilà ce que c'est que le patrio-

tisme." La définition n'était pas grammaticale, mais l'idée était juste. Elle n'était pas tant fondée sur le sentiment que sur la notion du devoir.

Et voilà ce qu'il faut dire à l'école, voilà ce qu'il faut dire même en chaire ! voilà ce qu'il faut dire partout !

Nous avons chez nous quelque pudeur à parler de patriotisme, et c'est vraiment mal. Le sentiment national vaut la peine qu'on le cultive et d'une manière active, pratique, continuelle.

Il n'est pas nécessaire d'écrire bien des pages sur ce thème ; l'exposition de l'idée suffit dans un ouvrage comme le nôtre. Il reste à ceux qui font l'éducation du peuple à lui faire connaître son rôle, à le lui faire aimer, à donner l'horreur de la désertion, à démontrer le mal que font à la patrie ceux qui la quittent pour un ciel étranger. Point de vague dans cet enseignement, mais de la précision comme dans tout enseignement!

Qu'on prenne garde cependant de ne pas donner la haine des autres races en inculquant la fierté et l'amour de la nôtre. Il peut être utile, c'est même nécessaire, de faire connaître

les injustices dont on nous a abreuvés, mais plutôt pour nous enseigner que la ténacité est une de nos vertus propres que pour exciter le désir des représailles si l'occasion se présente. Ce n'est pas de haine que vit le patriotisme, c'est d'amour. Que l'amour de la patrie soit prépondérant, qu'il détruise avec le temps l'esprit de parti qui chez nous a tenu et tient encore la place de l'esprit national.

CHAPITRE VIII

Moyens économiques

Au cours de notre ouvrage, nous avons appuyé surtout sur la formation d'une mentalité. Il nous semble bien que le premier des remèdes consiste dans l'économie et que cette vertu nous fait actuellement défaut. Les autres chapitres portent surtout sur les moyens de faire pratiquer l'économie. Ce dernier chapitre suggèrera quelques organisations à faire ou à encourager. Ce n'est pas tout que de pratiquer l'économie ; il faut des revenus, il faut vivre. La société, qui est elle-même une organisation, suppose d'autres organisations inférieures qui établissent l'ordre dans ses rouages.

Il faudrait tout un traité pour parler convenablement de ces organisations. Ici nous n'en dirons qu'un mot. D'ailleurs les sujets que nous toucherons ont déjà été traités à fond dans des ouvrages actuellement connus de tous.

Tout d'abord, que faut-il organiser pour venir au secours de la classe agricole ?

Les manuels de sociologie nous mettent au courant de toutes ou de la plupart des organisations agricoles dont bénéficient la Belgique, l'Allemagne et la France. S'il est permis de s'inspirer d'elles, remarquons toutefois que les conditions ne sont pas chez nous les mêmes que dans ces pays anciens. Notre pays est neuf, et la terre n'est pas encore prise entièrement. De plus, dans les places nouvelles, et même plus anciennes, le cultivateur compte beaucoup sur le bois pour vivre. Ajoutons que notre mentalité très individualiste, élève souvent des obstacles presque insurmontables, qui s'opposent à la réalisation des entreprises les plus urgentes. Sur ce point encore il faut faire l'éducation.

Au premier rang des moyens économiques, nous plaçons les cours d'agriculture.

L'agriculture est un art. Il y a des règles pour la culture de la terre comme pour tous les autres arts. Où le cultivateur apprendra-t-il ces règles ? Les journaux d'agriculture font une œuvre excellente ; mais outre que nombre de cultivateurs en omettent la lecture, il est évident qu'il

ne faut pas leur demander une attention telle qu'ils puissent profiter de longues lectures, souvent abstraites, et dont la suite est au prochain numéro. Pour être utiles aux cultivateurs les écrits doivent être courts, précis, exempts de mots scientifiques, imprimés dans un caractère assez gros. Il n'en reste pas moins que ces écrits ne seront lus que d'un petit nombre. Les conférences auront-elles plus de succès ? Nous le croyons, mais comme il est difficile de donner des conférences intéressantes ! Et les cultivateurs se dérangent peu pour y assister. Souvent d'ailleurs ces conférences écrites depuis longtemps sont tellement vagues qu'elles n'ont guère de portée pratique.

Il reste les cours. Les cours d'hiver tels qu'ils se donnent à Sainte-Anne de la Pocatière sont appelés à produire les meilleurs fruits. Ils sont aimés, suivis, et de nombreux jeunes gens s'y rendent quand le curé a eu le soin de les recommander suffisamment. Toutefois, il y a des régions éloignées pour lesquelles ces cours sont d'une atteinte difficile. Ne serait-il pas à propos d'organiser des cours semblables dans des

centres plus nombreux afin qu'ils fussent à la portée de tout le monde ?

Ne pourrait-on pas non plus instituer de ces cours un peu plus brefs, durant trois ou quatre jours, par exemple, dans chaque paroisse ? Après une chaude recommandation du curé, ils seraient certainement suivis. Il ne faut pas évidemment les placer durant les saisons pressées. Ces cours pourraient encore se donner à l'école aux enfants et aux parents.

*

* *

Il n'est pas besoin de dire qu'il appartient au gouvernement d'ouvrir des marchés pour l'écoulement des produits et de protéger les marchés locaux par un tarif sage. Le développement de l'industrie, par la création de centres ouvriers, fournira des débouchés des plus favorables à condition que les produits étrangers ne viennent pas faire concurrence aux nôtres.

Pour rémédier à la multiplicité des intermédiaires, on a imaginé la coopérative.

Chez nous cette œuvre est à son enfance. On ne peut nier cependant qu'elle ait déjà donné des résultâts satisfaisants. Toutefois sans critiquer tel ou tel mode de coopérative, il nous paraît que des organisations locales, indépendantes, répondraient mieux aux intérêts des agriculteurs. En face de ces coopératives de production ne sera-t-il pas souhaitable d'établir chez les ouvriers des coopératives de consommation ? La première vendrait ainsi directement à l'autre et le vendeur ainsi que l'acheteur bénéficieraient du système. On empêcherait ainsi un nombre indéfini de petits commerçants ou même de gros de prélever tant sur le producteur que sur le consommateur de trop nombreux profits.

Auparavant il faut faire l'éducation du peuple. Pour que les coopératives remportent quelque succès, il est nécessaire que la mentalité s'y prête ; et, nous l'avons déjà dit, notre peuple est très individualiste. Inévitablement ces coopératives de consommation auraient à subir une forte concurrence, surtout aux débuts ; et, si l'ouvrier, sans prévoir, allait se pourvoir chez le fournisseur, qui, pour un jour ou pour quel-

ques semaines, aurait baissé ses prix, il est vraisemblable que notre coopérative ferait faillite. De plus, d'ordinaire on ne fait pas crédit dans ces sortes d'organisations. C'est qu'on a en vue d'éviter à l'acheteur des ennuis pour l'avenir et de faire son éducation. Il y aurait encore là un prétexte pour retourner chez le fournisseur ancien qui vend facilement à crédit en attendant de faire saisir le salaire.

On voit que les difficultés ne font pas défaut aux entreprises de ce genre. Mais difficulté n'est pas impossibilité.

*
* *

Pour encourager l'agriculture les expositions organisées dans les campagnes, comme elles se pratiquent aujourd'hui, sont très fructueuses. Les cultivateurs en général s'y intéressent beaucoup ; ils voient là leur travail récompensé, et une émulation saine s'élève entre eux, les rend plus soucieux de faire produire leur ferme. C'est encore là que les femmes vont porter leurs travaux de laine ou de toile et se voient décerner

des prix ; l'industrie domestique se trouve ainsi encouragée. Il ne faudrait pas, semble-t-il, se montrer trop empressé de primer des travaux trop fins et trop délicats que seules les personnes inoccupées ont le temps de confectionner. Une bonne fermière n'a guère le temps de tricoter des dentelles, et l'on placerait, en primant ces travaux, la petite élégante des villages sur un pied supérieur à la paysanne, qui fait elle des travaux utiles.

Les primes de défrichement et de terre neuve sont aussi destinées à faire grand bien au colon. Elles augmenteront à n'en pas douter l'étendue de terre cultivée dans notre province.

Serait-il à propos de créer un crédit agricole ?

La chose est fortement discutée. Sur la nécessité, il n'y a guère de division ; mais quel genre adopter ? C'est là qu'on se divise. Les uns parlent de le greffer sur les caisses populaires ; les autres s'y opposent absolument.

Nos caisses populaires ont déjà tellement de services à leur crédit que naturellement on hésite à les modifier en greffant sur elle le crédit agricole. Cependant les institutions les plus vénérables ne doivent pas s'immobiliser dans

leurs traditions. Toute chose humaine est susceptible de progrès, et pour donner la pleine mesure de sa capacité, elle doit se plier aux diverses circonstances. C'est pourquoi la caisse populaire pourrait bien, elle aussi, évoluer. Avant de lui faire subir une transformation, il sera bon d'y regarder de près. En tout cas nous préfèrerons que la caisse se modifie un peu en faveur du crédit agricole, à un crédit qui subordonnerait tout à l'état et serait ainsi entaché de socialisme.

Nous transcrivons ici un projet qui nous paraît digne d'étude. Ce projet a été présenté à l'approbation des cercles par le bureau de direction de l'U. C. C. Nous l'exposons tel que paru dans le *Bulletin des Agriculteurs*, le 18 janvier 1925.

" 1° Des caisses locales prêtent à leurs membres, sur première hypothèque, jusqu'à une proportion déterminée de la valeur de leur propriété, soit la moitié ou les deux tiers.

2° Ces prêts seraient remboursables par annuités d'environ 20 paiements qui pourraient être anticipés.

3° Ces prêts ne seraient consentis qu'après acceptation par les trois comités des caisses

locales et aussi acceptation par l'Union régionale.

4° Chaque caisse aurait à être affiliée à son Union régionale. Celle-ci serait un bureau 1° de propagande, 2° de surveillance des caisses locales et les visiterait plus souvent, si besoin il y a ; 3° d'information pour les caisses qui ont besoin d'argent, de même pour celles qui en ont trop.

5° Les caisses riches pourraient accepter d'une autre caisse l'obligation d'un cultivateur dont sa caisse se porterait caution et se chargerait de la collection des annuités.

6° De même le gouvernement ou une organisation financière accepterait en garantie de toutes caisses recommandées par son Union régionale, toute obligation que les autres caisses n'accepteraient pas, faute d'argent. Les caisses locales se portant toujours caution et se chargeant toujours de la collection des annuités.

7° Les unions régionales auraient la surveillance des intérêts du gouvernement ou des bailleurs de fond, ainsi que ceux des caisses qui auraient accepté une ou des obligations d'autres caisses.

8° Si une caisse venait à avoir besoin de son argent, elle pourrait transporter une ou plusieurs des obligations qu'elle détient à une autre caisse ou au gouvernement, ou au bailleur de fonds.

9° Les caisses nouvellement fondées ne pourraient opérer d'après ce projet qu'à la condition que leur municipalité respective se porte caution du remboursement et cela jusqu'à ce que l'Union régionale trouve la caisse solidement établie."

Ce projet sera-t-il accepté? Nous l'ignorons, mais il mérite l'attention de tous nos économistes. En attendant on doit presser l'établissement des caisses populaires dont les fruits sont abondants partout où elles existent. Toutes les paroisses devraient en être pourvues. Le fonctionnement en est très simple, et développe l'esprit social en soumettant les raisons de l'emprunt à des conseillers qui peuvent ainsi détourner d'entreprises hasardeuses les membres qui pourraient s'y lancer.

Que la caisse demeure ce qu'elle est ou qu'elle revête la forme de crédit agricole, il faudra toujours faire attention à ce qu'elle ne devienne

pas un instrument de spéculation aux mains des marchands et des commerçants.

Chez les ouvriers son rôle est des plus bienfaisants ; on ferait bien d'en établir partout.

*
* *

Pour ce qui est des organisations chez les ouvriers, notons d'abord leur droit à l'association.

Les unions ouvrières sont choses nécessaires. Elles ne sont pas des mécanismes pour embêter le patron, pas plus que les cartels sont créés pour l'exploitation de l'ouvrier. Les patrons s'unissent pour protéger leurs intérêts et c'est leur droit ; les ouvriers font de même et il n'y a pas lieu de les en empêcher.

Mais comme ces unions peuvent s'inspirer de principes socialistes, principes qui courent actuellement le monde, il est important que l'Église prenne en main leur direction. C'est alors que les intérêts des patrons sont le mieux sauvegardés. Si l'Église se désintéresse des Unions, les ouvriers ne s'uniront-ils pas quand

même ? Or on sait que les Unions neutres, dans les temps de crises, sont assez exposées à des violences regrettables. Avec la mentalité ouvrière actuelle, il n'est pas toujours facile de retenir dans les bornes même les ouvriers des Unions catholiques. Est-ce que, sans l'intervention de l'Église, il n'y aurait pas eu à Québec même des manifestations tumultueuses ? Les patrons devraient se féliciter du fait que l'Église empêche ici la saccage de leurs usines dans les grèves qui parfois sont inévitables.

D'ailleurs c'est l'Internationale qui enrôle les ouvriers qui n'ont pas de syndicats catholiques. Or la direction des Unions internationales, d'où vient-elle ? Et qui la donne ? N'arrive-t-il pas que des grèves ont éclaté chez les ouvriers de ces Unions sans qu'on n'en ait trop su les raisons.

Comme la direction à laquelle ils sont soumis vient du dehors, les patrons comme les ouvriers ne sont-ils pas exposés à devenir les victimes des groupements plus forts de l'étranger, lorsque la concurrence s'établit entre deux manufactures du même genre. N'a-t-on pas vu, dans l'Alberta, une grève chez les mineurs décrétée par l'Internationale des États-Unis, et dont

l'unique raison était que le développement de cette mine canadienne nuisait à l'exploitation des mines américaines ?

Il est bien clair que les syndicats catholiques soucieux des droits des patrons et des ouvriers répondent aux besoins des temps présents, et que les autres syndicats sont grandement exposés à violer les principes de la justice chrétienne et l'ordre que la société réclame.

Pour venir en aide aux ouvriers, il y aurait encore d'autres organisations à faire ; par exemple : les logements et les jardins ouvriers.

En France et en Belgique, on a obtenu de bons résultats avec les jardins et les logements ouvriers. Pourquoi ne commencerait-on pas chez nous doucement ? Car l'ouvrier est souvent très mal logé, et, de plus, une légère occupation dans un jardin après sa journée faite empêcherait l'ennui de le gagner, éloignerait de lui et de ses enfants l'occasion d'aller au théâtre ou à d'autres endroits où son argent se fond, et assurerait à toute sa famille les pommes de terre et les légumes qu'il doit acheter chez le fournisseur.

Ajoutons à cela une législation sage sur les accidents, les assurances, le salaire des femmes, les conditions d'hygiène, l'âge d'admission dans les manufactures, les grèves et l'arbitrage, et le sort de nos travailleurs sera certainement amélioré.

Toutes ces organisations ne remplaceront certes pas l'économie, qu'elles supposent. Aussi c'est sur ce point, à notre avis, qu'il importe le plus d'insister afin de ramener notre classe populaire à une vie plus simple.

CONCLUSION

Le problème de l'exode s'est posé à notre esprit comme il se pose à tous ceux qui s'intéressent aux intérêts de notre race. Nous avons suivi sur les journaux et dans les revues les diverses opinions qui ont été émises sur ce sujet. Nous avons considéré et analysé chez le peuple le malaise dont il souffrait. Puis nous nous sommes reporté au passé. Le passé nous a fourni bien des leçons pour le présent. Nous avons examiné à la lumière de l'histoire et des principes de la sociologie la constitution normale de la société, et c'est de là que nous avons tiré nos suggestions.

Le fondement du mal, pour nous, réside dans la mentalité ; et c'est pour cette raison que nous avons proposé une action intense, concertée, de toutes les forces de la nationalité, c'est-à-dire du clergé, des éducateurs, des classes supérieures et de l'État.

Avons-nous vu juste ? Au lecteur d'en juger.

Quoi qu'il en soit, nous aurons apporté la faible part de notre patriotisme à la solution d'un problème angoissant ; et dans la mesure où nos suggestions seront profitables, elles contribueront, nous en sommes convaincus, au règne de Dieu dans notre patrie.

A. M. D. G.

APPENDICE

Nous ne croyons pas sans intérêt de placer en appendice un système de colonisation préconisé vers 1880 par le Père Lacasse, O. M. I.

Avec quelques modifications nécessitées par les circonstances, peut-être qu'il pourrait être appliqué avantageusement même aujourd'hui.

D'abord le Père propose son plan de colonisation par paroisse.

" L'an dernier je prêchais des retraites dans les paroisses. J'avais toujours un entretien sur la colonisation. Il n'y a pas une seule paroisse où je n'aie trouvé quarante à cinquante personnes prêtes à me suivre au Lac St-Jean, dont je leur vantais la fertilité. Personne ne voulait y aller isolément, tous étaient prêts à me suivre en groupe. J'ai trouvé partout des particuliers riches, dont quelques-uns étaient prêts à fournir jusqu'à deux mille piastres pour aider dans les conditions les plus avantageuses ceux qui voulaient devenir colons. Qu'un homme désintéressé et vraiment patriote comme le Rév. Père

Labelle, curé de St-Jérôme de Montréal, aille visiter un lopin de terre de trois lieues de large sur deux de profondeur. Dans cette future paroisse on peut y faire trois rangs doubles de trois lieues de longueur chacun. Une route coupe ces rangs au milieu. Mgr permet, je suppose, d'y bâtir une chapelle au rang du milieu : le plus éloigné de l'église n'aura que deux lieues à faire pour venir à la messe, et cependant 360 habitants peuvent trouver place dans les limites de cette colonie. Je certifie que cet agent de colonisation ne mettrait pas trois jours à trouver le nombre voulu pour former cette colonie. Qu'il se présente dans une paroisse avec un plan de terrain qu'il vient de visiter, et que chacun sache avant de partir le lot qu'il doit défricher. Il sait que ses voisins sont ses compagnons d'enfance. Il sait qu'il sera parmi le monde. Il sait que l'évêque ne laissera pas 300 familles sans prêtre. Il y aura aussitôt des écoles, des moulins à scie, à farine, des forgerons, des menuisiers, des docteurs, etc. Les mouches ne seront à craindre que la première année. L'année suivante, le découvert, à chaque côté du rang double, sera suffisamment grand

pour éloigner ces nuisibles petits êtres, le grand tourment des colons. Avec une telle perspective, vous pouvez en trouver des milliers, tout aussi bien que nos bourgeois de chantier en trouvent trois ou quatre mille dans quelques jours. La perspective d'avoir aussi un prêtre les encourage surtout. La première question que nous posent ceux et celles qu'on veut envoyer dans la forêt, est celle-ci : le prêtre est-il loin ? Est-on exposé à mourir sans sacrements ? Ces braves gens ! comme on ne meurt qu'une fois et que c'est pour toujours, je trouve leur question bien à propos. . ."

Le Père Lacasse passe ensuite à l'application pratique de son système.

" Mais ces jeunes gens vont-ils vivre de l'air du temps pendant un an ? m'a-t-on dit.

D'abord, vous savez comme moi qu'en admettant le système de colonisation par paroisse, on peut dès l'instant même former plusieurs paroisses avec des jeunes gens ou des familles, qui peuvent se supporter elles-mêmes. Des centaines de pères de famille m'ont dit qu'ils pourraient donner à leur fils cent à deux cents piastres, mais que ce n était pas suffisant pour

l'établir à côté de chez lui. Plusieurs m'ont dit qu'ils feraient un emprunt de cinquante piastres en faveur de leurs enfants, et, qu'en outre, ils leur donneraient cheval, vache, moutons, etc. Un agent de colonisation pourrait donc entraîner dès maintenant un nombre suffisant pour former une belle colonie, qui n'aurait besoin d'aucun secours étranger. Laissez cependant ces gens à eux seuls et ils partiront pour les États-Unis. Un fils qui prend sa vingtième année et qui voit que son père n'aura qu'une centaine de piastres à lui donner plus tard, en demande aussitôt cinquante et va tenter la fortune au loin. Que la classe dirigeante de la société, c'est-à-dire, celle qui par l'avantage de son éducation, pense pour les autres, vienne tendre la main à ce jeune homme en lui offrant un chez soi dans une nouvelle colonie et vous avez un vaillant pionnier de plus...

Venons-en maintenant à ceux qui pourraient aller s'établir sur des lots et qui nous laissent, à cause du danger de crever de faim. A-t-on quelque moyen de leur venir en aide sans qu'il en coûte un sou ?...

Je suppose un jeune homme qui ne trouve point de protecteur dans ses parents. Il n'a que sa hache, ses deux bras et ses vingt ans. Il voudrait aller s'établir sur une terre nouvelle ; son père et sa mère veulent l'y envoyer, mais il dit que la chose lui est impossible.

.....

On peut les secourir (ces jeunes gens) de bien des manières. Le moyen le plus fécond en résultats serait celui qui ne compterait pas trop sur l'esprit de sacrifice et de désintéressement des Canadiens qui, comme tous les autres peuples, prennent les intérêts des autres quand cela ne nuit pas aux leurs. D'ailleurs, charité bien ordonné commence par soi-même ; et nous ne faisons de reproche à personne de prendre ses intérêts. . .

J'ai deux cents piastres à ma disposition. Je prends un lot dans la fertile vallée du lac St-Jean ou ailleurs ; je connais un jeune homme plein de courage qui a travaillé pour moi ou qui est mon voisin. Je sais que tôt ou tard, il devra aller faire fructifier de ses sueurs un pays étranger. Il a du cœur, aime sa mère, voudrait

faire un habitant, mais ne le peut pas. Je l'aborde.

— Veux-tu travailler pour moi, jeune homme ?

— Très volontiers, Monsieur; j'étais pour aller m'engager dans les chantiers ou les manufactures.

— Je viens de prendre un lot de bonne terres de quatre arpents et demi sur vingt-huit. Je te vends deux arpents et demi de front, je vais te nourrir toute l'année, c'est-à-dire que je vais te donner deux quarts de farine, un quart de lard, vingt livres de saindoux et douze livres de beurre ; j'ajouterai une bonne paire de bottes et 12 livres de tabac canadien : soit un compte de cinquante piastres.

— Mais, monsieur, comment vous payer cela ?

— Avec tes deux bras, mon garçon. Tu as vu que je me réservais deux arpents de front sur un lot ; pour mes cinquante piastres tu vas me défricher cinq arpents de terre, et le reste de l'année tu travailleras pour toi. Si tu veux un cheval au printemps, tu me nettoieras quatre arpents de plus. Tu auras encore le temps de défricher trois arpents de terre sur ton propre

lot. Au printemps, je te fournirai du grain pour ensemencer mes neuf arpents et je te vendrai les trois minots que tu requiers pour tes trois arpents. Tu auras le privilège par contrat de semer mes neuf arpents à moitié. Pour ne point être exposé aux déceptions, on ne supposera pas une récolte de trente à quarante minots par arpent, mais seulement douze ; tu auras plus, mais calculons seulement sur douze minots pour un, 36 minots sur ta terre et 108 sur la mienne, soit 54 pour moi et 54 pour toi, plus 36 te donneront 90 minots à ta part. Mes cinquante quatre minots dont le tiers de blé, me donneront au moins 36 piastres, je calcule au plus bas. J'aurai 36 piastres pour payer l'intérêt des 90 que je t'aurai avancées ; et ma terre avec neuf arpents de défrichées vaut plus de 200 piastres. Quant à toi qui te trouves en possession de 80 minots, tu pourras vivre l'année suivante et t'acheter une charrue, une vache, et des poules. Que sera-ce donc si la première récolte te donne vint pour un ! Quand tu voudras bâtir étables, grange, t'acheter des habits, car tu es encore garçon et tu n'as personne pour t'en fabriquer, ne t'endette pas ; je

vendrai le produit de ma terre et je te ferai faire de nouveaux défrichements. En cas de malheur, d'incendie, de gelée ou de grêle, tu travailleras pour moi, et toujours tu auras l'avantage de semer à moitié. La troisième année quand tu verras que tu as pris la dessus, que tu as une petite maison, une grange, des vaches, des moutons, tu viendras, mon petit François, chercher la petite Françoise. On fera de belles noces et c'est moi qui paierai le jouer de violon. Au bout de dix ans tu auras une trentaine d'arpents de terre de défrichées sur ton lot et autant sur le mien car je t'aurai fait gagner de l'argent pour battre et exporter mon grain, pour me bâtir une grange, etc. L'aisance t'accompagnera ; tu seras chez toi, tranquille et heureux. Et moi qui aurai déboursé 100 piastres, 150 tout au plus, je me trouverai possesseur d'un beau bien de cinquante six arpents, estimées de 20 à 25 piastres l'argent. . ."

Ce système de colonisation du père Lacasse a-t-il jamais été admis ! est-il possible ? est-il pratique ? Nous ne sommes pas prêts à l'accepter sans adaptation aux circonstances actuelles

qui sont certainement changées. Mais comme toute suggestion il peut contenir quelque chose de bon, et il ne serait pas mal de l'étudier quelque peu.

Lorsque le Père le proposa, il y eut des hommes comme Mgr Dominique Racine pour l'approuver, et nombre de prêtres colonisateurs.

EXTRAIT

de la lettre pastorale de Son Eminence le Cardinal Bégin, archevêque de Québec, de Monseigneur le coadjuteur et des Evêques de la province exclésiastique de Québec, contre la désertion du sol natal. 25 mai 1923.

Nous croyons, nos très chers frères, être à l'une de ces époques inquiétantes où notre sollicitude pastorale alarmée nous impose le devoir d'élever la voix pour signaler le danger qui menace de nouveau notre expansion normale. Un mouvement intense d'émigration arrache à nos campagnes, et jusque dans nos centres ouvriers, des milliers de nos compatriotes qui désertent le sol, et font bénéficier nos voisins d'un travail plus que jamais nécessaire au rétablissement de l'équilibre économique de notre pays. . .

. . . déserter son poste au moment où, pour le sauver, il faut redoubler ses sacrifices et ses dévouements, constitue, dans des circonstances d'une exceptionnelle gravité, une sorte de trahison dont le peuple ne peut se rendre coupable sans forfaire aux devoirs dont tout citoyen est lié envers sa patrie. . .

...Nous ne constituerons un peuple solide et fort que dans la mesure de l'énergie avec laquelle nous adhèrerons au sol des ancêtres, résistant à tous les souffles violents, à toutes les bourrasques, économiques ou autres, qui menacent de nous déraciner.

Nous n'ignorons pas le malaise qui jette la perturbation dans les domaines de nos activités économiques. Les pouvoirs publics s'en sont émus et cherchent à y apporter les remèdes qui sont de leur compétence...

... Nous croyons qu'il y a d'autres causes de malaise auxquelles vous pouvez vous-mêmes apporter le remède salutaire. Beaucoup cèdent à ce mouvement irréfléchi des masses qui suivent un courant parce qu'il existe, sans en chercher les sources et les aboutissants. On veut partir parce que les autres partent, et on croit comme eux qu'un changement vaudra mieux que l'état actuel, sans aucune donnée raisonnable qui justifie ces prévisions...

... D'autre part admettons loyalement que l'ère de prospérité exceptionnelle que nous avons traversée pendant les années précédentes, a éveillé des appétits exagérés de jouissance, a créé des habitudes inusitées de bien-être, a émoussé le sens chrétien du sacrifice et a détendu les ressorts de l'énergique endurance chrétienne. Les vertus traditionnelles qui ont fait

notre force dans le passé et qui nous ont valu les miséricordieuses faveurs de la Providence, se sont affadies sous l'influence d'idées amollissantes et au contact d'habitudes jouisseuses. On ne sait plus se contenter d'une vie qui n'a rien de facile ; l'effort répugne ; la gêne devient insupportable. Et à la poursuite du rêve exagéré d'une vie facile et exempte de sacrifice, on délaisse les réalités présentes pour les aventures d'incertains lendemains.

Il ne faut pas se faire illusion ; cette prospérité factice dans laquelle nous avons vécu quelques années, était le résultat de circonstances trop violentes pour durer...

... C'est aussi une prospérité factice, au moins aléatoire, qui vous attire actuellement au delà des frontières du pays. L'avantage des gages élevés qu'on offre aux ouvriers dans les manufactures des États-Unis est lourdement contrebalancé par les pertes que vous subissez en délaissant votre domaine, sacrifiant souvent à vil prix les biens que vous possédez au pays et que vous ne pourrez recouvrer qu'à grands frais, après les déceptions de vos aventures ; cet avantage est encore compromis par les conditions de vie chère et difficile que vous rencontrerez là-bas et par les instabilités de l'industrie qui rendent précaire le travail des manufactures. Déjà on entend les échos du malaise causé

par la fermeture des usines et l'arrêt du travail dans quelques centres manufacturiers de la république voisine. . . C'est encore en travaillant chez nous, en concentrant nos énergies sur le rétablissement de l'équilibre de nos conditions économiques, que nous serons le plus assurés de trouver la tranquillité et l'aisance auxquelles nous aspirons. Laissez-nous, Nos très chers frères, vous signaler, avant de terminer, une conséquence déplorable de ce mouvement d'émigration qui affaiblit les forces vives de notre race. Nous nous adressons tout particulièrement aux habitants de nos campagnes, chez qui nous nous sommes toujours plu à reconnaître la réserve de nos force religieuses et nationales. C'est là, au contact du sol qui enracine à la patrie, au grand air libre des champs qui tonifie la vigueur physique et morale, dans le décor grandiose de la nature qui élève l'âme, et dans la vertu du travail sanctifiant qui discipline les énergies, c'est là que s'est fortifiée notre race, là que s'est assurée notre survivance, là qu'ont grandi et que se sont affermies les vertus caractéristiques qui ont fait de notre peuple, le peuple en somme le plus heureux et le plus religieux de la terre. . .

. . . Pour un peu d'argent que vous aurez pu amasser plus facilement, l'usine aura atrophié la vigueur physique de vos enfants ; la ville avec ses promiscuités, ses attractions malsaines,

ses spectacles sans retenue, exercera sur leur âme une influence d'autant plus désastreuse que la simplicité de leur précédente éducation les aura mal prémunis contre les assauts fascinateurs de ces nouveautés...

ÉLOGE DE L'AGRICULTURE

" On a dit avec beaucoup de raison que l'agriculture est la vraie nourricière des peuples, leur principale source de richesse ; c'est dans la terre que se trouve la fortune réelle d'une nation, fortune stable et certaine comme la bonté de Dieu, fortune qui ne cesse jamais complètement de se renouveler et qui subit beaucoup moins de ces désastreuses fluctuations qui affectent si souvent et si fortement le commerce et l'industrie.

. . . Nous n'ignorons pas, Nos très chers frères, qu'une espèce de fièvre de jouissance et de liberté, s'est emparée de nos populations rurales et les entraîne vers les grandes villes. On est fatigué, ennuyé de la vie simple et paisible des champs ; on veut sortir d'une position modeste, se procurer des jouissances, être quelque chose dans le monde. On se précipite follement vers les Babylones modernes ; on cherche le bonheur, on trouve la ruine. Cette désertion des campagnes qui s'est effectuée depuis quelques années a été pour nous comme pour tous les peuples de l'Europe un immense malheur ; elle porte une grave atteinte à la prospérité publique ; elle est surtout dans l'ordre moral un véritable désastre. Dans les grandes villes, dans

les usines, l'homme des champs se trouve bientôt en contact avec des coryphées de l'impiété, avec des cœurs pervertis ; il perd peu à peu l'esprit de foi et de religion qui l'avait animé jusque là ; ses croyances et ses mœurs font un triste naufrage, et il ne recueille pour sa vieillesse que la misère et le déshonneur."

(*Extraits d'une lettre de Nos Seigneurs les Archevêques et Evêques des provinces ecclésiastiques de Québec, de Montréal et d'Ottawa, janvier 1894.*)

* * *

" L'agriculture fait l'homme grand. Il est bon de le dire et de le redire bien haut, dans un siècle où on semble vouloir faire descendre l'agriculture du piédestal où Dieu l'a placée, où la religion l'a maintenue, et où tous les hommes nobles de cœur veulent la voir demeurer, la considérant et avec raison la reine du monde et l'insigne bienfaitrice de l'humanité."

(Paroles de Mgr F. RICHARD.)

* * *

" Le meilleur peuple est celui qui est formé d'agriculteurs; car tandis qu'ils travaillent pour gagner leur nourriture, ils sont tellement absorbés par leurs travaux qu'ils ne songent pas

à convoiter le bien des autres, et il leur est plus agréable de labourer leurs terres que de gouverner la république."

(ARISTOTE.)

* * *

" L'agriculture est l'art le plus juste et le plus conforme à la nature humaine ; il sert beaucoup à fortifier le corps, comme à fortifier l'âme ; et tandis que les autres arts les énervent et les avilissent, lui qui ne s'exerce que sous les ardeurs du soleil, et par les plus rudes travaux, il habitue ainsi le citoyen à braver les attaques de l'ennemi."

(ARISTOTE.)

* * *

" La campagne est la plus sûre garantie de la survivance de la langue et des traditions ancestrales et glorieuses. Je me suis rendu compte de cette puissance de conservation en visitant certaines parties de la France paysanne, de la Vendée, de la Bretagne, de l'Anjou, etc., ou malgré les révolutions, les changements de régimes et les persécutions violentes, les traditions religieuses héroïques d'autrefois, c'est-à-dire celles de chez nous, subsistent encore avec un charme incomparable . . ."

(M. Georges BOUCHARD.)

..." Les plus savants économistes n'ont qu'une voix pour proclamer l'agriculture comme la base de toute prospérité publique, comme la force vive des sociétés. Sans l'agriculture, toute industrie est condamnée à dépérir et à s'éteindre faute d'alimentation. C'est l'huile de la machine ; c'est la flamme du foyer ; c'est la condition nécessaire de tout mouvement ; c'est la source de la vie elle-même.

" Aussi, dans tous les pays civilisés, les hommes d'État les plus expérimentés et les plus pratiques donnent-ils leur attention constante à tous les problèmes qui se rattachent à ce grand art. Partout l'on voit se multiplier les sociétés d'agriculture, les écoles d'agriculture, les fermes modèles, les journaux et les revues agricoles..."

(Honorable Honoré MERCIER, 1890.)

* * *

..." Que de fois vous les avez vus repasser dans votre imagination, ces premiers chapitres, écrits au fil de la hache, illuminés par de belles flambées d'abatis, et gardant encore aujourd'hui les âcres et fortifiantes senteurs des terres neuves, que déchirent la pioche et la herse, et où germent les premières moissons. Ce sont les années rudes, mais combien fructueuses, des

premiers défrichements ; c'est la glorieuse épopée de la terre qui naît, de la civilisation qui trace pied à pied son lumineux sillon à travers l'inculte sauvagerie des hommes et des bois. Chaque coup de hache est alors une belle et patriotique action ; chaque arbre qui tombe est un ennemi vaincu ; chaque sueur qui arrose le sol est une semence féconde. Et comme elle était simple et bonne la vie de ces héroïques pionniers ! La maison — la première qui orna le champ où s'élèvent aujourd'hui vos confortables demeures — dressait au bord de l'abatis, sa rudimentaire charpente de bois rond, dominant à peine les souches avoisinantes ; de son seuil rustique, la femme et les enfants pouvaient voir le colon conduire ses bêtes et sa charrue, faire le geste sublime du semeur, ou moissonner à l'automne les fruits que la terre et Dieu donnaient à son travail. Leurs yeux s'emplissaient de ce doux spectacle, et dans le cœur des tout jeunes grandissait le désir, j'allais dire la passion de devenir eux aussi, un jour, des " faiseurs de terre " et des faucheurs de moisson.

" On ne connaissait guère, sous ces rudes lambris, les envies prétentieuses et les exigences malsaines. La forêt toute voisine, qui bornait l'horizon, bornait aussi les désirs. Le fils s'attachait à ce sol qui prenait toutes les énergies et

où semblaient germer toutes les espérances de son père.

" Reculer chaque année les limites de cet empire naissant, arracher à la forêt les trésors de vie qu'elle cache, pour que la terre nourricière suffise aux générations qui grandissent ; telle est la saine et forte ambition qui travaillait ces cœurs simples et ces esprits robustes.

" . . .L'âme de ces vaillants a laissé quelque chose d'elle-même aux arbres de vos forêts, aux sillons de vos champs, aux ruisseaux de vos plaines. Bon sang ne saurait mentir et noblesse oblige. Gardez donc, avec le culte du sol natal, la fidélité aux traditions et aux vertus qu'il vous prêche.

" Soyez simples dans vos goûts et modérés dans vos désirs. Évitez le luxe qui dévore la terre et ruine les héritages. Ne vous créez pas ces besoins factices, ces exigences de fantaisie qui ouvrent partout des fissures par où se perdent les fruits de l'épargne, vous souvenant que la richesse est faite non pas tant de ce que l'on gagne que de ce que l'on économise.

(*Monseigneur Paul-Eugène Roy (1908), aux représentants des vieilles familles rurales qui avaient gardé la terre ancestrale au moins 200 ans.*)

" C'est toujours une surprise pour moi de voir, dans un pays agricole comme le nôtre et où les cultivateurs ont une si belle histoire, que l'agriculture ne soit pas plus en honneur, et les *habitants* plus conscients de la grandeur de leur état. Plusieurs d'entre eux croient se hausser dans la société en devenant épiciers. Des filles de ferme se vantent, comme d'une ascension, d'être devenues filles de magasin. J'en ai vu regarder avec dédain une ancienne compagne des champs, parce que leur père avait échangé sa ferme pour une auberge.

" C'est une de nos maladies sociales, et cela fait pitié. Est-ce donc une honte de rester fidèle à l'agriculture, condition normale de l'humanité ? de travailler plus immédiatement en collaboration avec Dieu, dont la pluie féconde les champs et dont le soleil mûrit les moissons ? . . . "

(R. P. Louis LALANDE, S.J.)

* * *

" Pourquoi donc fuyez-vous notre belle patrie,
Jeunes gens aux bras vigoureux ?
N'a-t-elle pas besoin ni de votre industrie ?
Ni de votre sang généreux ?
Est-ce ainsi que fuyaient en d'autres temps, nos pères
Qui virent tant de jours mauvais
D'un rivage étranger les gloires mensongères
Ne les séduisirent jamais.

Quoi ! vous vous exilez ? mais dans nos vastes plaines
N'est-il pas de place pour tous ?
Craignez-vous de l'hiver les rigides haleines ?
L'été n'est-il pas assez doux ?
Sont-elles sans parfums les fleurs de nos charmilles ?
Sans ombre, nos grandes forêts ?
L'amour et la vertu croissent dans nos familles
Comme le blé dans nos guérets.

Aiguillonnez les flancs de la glèbe féconde,
Traînez partout le soc vainqueur,
Des sueurs du travail que votre front s'inonde,
Le travail retrempe le cœur.
Transformez nos déserts ! que la ronce sauvage
Fasse place à l'or du froment,
Laissez à vos enfants pour premier héritage
L'exemple d'un grand dévouement.

Un son qui vient de loin vous trouble et vous enivre.
Est-ce donc un concert si beau ?
C'est la voix de l'airain, c'est la clameur du cuivre,
Le cri du fer sous le marteau.

. . . . . .

Et parmi tous ces bruits une plainte s'élève
La plainte du pauvre ouvrier
Qui travaille dès l'aube et jusqu'au soir sans trève
Et n'a pas le temps de prier.

. . . . . .

Aimez, Canadiens, le sol qui vous vît naître
Et qu'il ne soit jamais qu'à vous.
Sur les bords étrangers chacun est votre maître,
Demeurez libres parmi nous.

Pamphile LEMAY.

ÉMIGRATION

" Loin de vos vieux parents, phalange dispersée,
O jeunes Canadiens, qu'une fièvre insensée
Entraîne loin de nous aux régions de l'or,
Avez-vous bien compris ce grand mot : la patrie ?
Ce ciel que vous quittez pour une folle envie,
Ce ciel du Canada, le verrez-vous encore ?

Oh ! pourquoi donc, quittant le pays de vos pères,
Aller semer vos jours aux rives étrangères ?
Leur ciel est-il plus pur, leur avenir plus beau ?
Et peut-être, ô douleur ! ces lointaines contrées,
Dans vos illusions tant de fois désirées,
Ne vous donneront pas l'aumône d'un tombeau !

Quand vous auriez de l'or les faveurs adorées,
Ces biens rempliraient-ils vos âmes altérées ?
Car l'homme ne vit pas seulement d'un vil pain :
C'est un Dieu qui l'a dit. Cette sainte parole
Dans les maux d'ici-bas nous calme et nous console
Et d'un séjour plus pur nous montre le chemin.

Loin de son lieu natal, l'insensé qui s'exile
Traîne son existence à lui-même inutile.
Son cœur est sans amour, sa vie est sans plaisirs :
Jamais pour consoler sa morne rêverie,
Il n'a devant les yeux le ciel de sa patrie,
Et le sol sous ses pas n'a pas de souvenirs.

Au nom de vos aïeux, qui moururent pour elle,
Au nom de votre Dieu, qui pour vous la fit belle,
Restez dans la patrie où vous prîtes le jour ;
Gardez pour ses combats votre ardeur enivrante,
Gardez pour ses besoins votre force puissante,
Pour ses saintes beautés gardez tout votre amour.

Aimez ce beau pays, où la vie est si pure,
Où du vice hideux fuyant la joie impure
Des austères vertus on respecte la loi ;
Où, trouvant le bonheur, notre âme recueillie,
Des plaisirs insensés méprisant la folie,
Respire un doux parfum d'espérance et de foi.

Octave Crémazie, 1853.

*
* *

Jeunes gens pleins de courage
Que le soleil a brunis,
Ne quittez pas l'héritage
Que l'aïeul vous a transmis.
Ailleurs la vie est amère ;
Ici vous vivez contents ;
Pourquoi chercher la misère
Quand le bonheur est aux champs.

* Léon Lorrain.
* *

Hommes des champs, qui voulez quitter la charrue pour aller habiter la ville nauséabonde et malsaine, gardez-vous d'abandonner vos terres et vos larges horizons, puisque vous jouissez plus que les autres de la santé, de la paix et de la liberté.

Mistral.

Aux voix qui vous diront la ville et ses merveilles,
N'ouvrez pas votre cœur, paysans, mes amis !
A l'appel des cités n'ouvrez pas vos oreilles,
Elles donnent, hélas ! moins qu'elles n'ont promis.

X...

* * *

CHANSON DES ÉPIS

Homme des champs, mon frère, écoute dans la plaine,
Écoute la chanson suave des épis :
Voix sublime et sans fin dont la campagne est pleine.

Quand tous les bruits humains, le soir, sont assoupis,
Quand la tige s'endort au fond de la ravine
Et que les gais oiseaux aux bois se sont tapis.

Écoute cette voix, c'est une voix divine,
La voix des épis d'or qui parlent d'avenir,
Et qui versent le ciel à flots sur la colline...

Écoute, quand la nuit commence à rembrunir
Les ombres des forêts où les troupeaux vont boire,
Écoute les épis chanter pour te bénir !...

Ils disent que tu dois aimer, prier et croire,
Lutter contre le vice et contre le malheur
Comme l'épi des champs lutte dans l'ombre noire.

Que tu dois te grandir par la sainte douleur,
Laisse ton cœur ouvert aux pitiés fraternelles,
Et mourir sans orgueil, comme une simple fleur.
Pour devenir l'épi des moissons éternelles !

Blanche LAMONTAGNE.

Dans sa brochure intitulée *Eloges de l'Agriculture*, Monsieur Georges Bellerive a recueilli un grand nombre de belles citations qui chantent en des tonalités différentes et sous des rythmes variés la dignité et le bonheur de la vie rurale. Tant de témoignages ne sont-ils pas convaincants? Plût à Dieu que cette intéressante brochure entre dans tous nos foyers de cultivateurs et convainque notre classe terrienne que le bonheur n'est pas dans les villes, mais bien dans les champs labourés par les aïeux ou défrichés par le courage des généreux colons.

(*Eloges de l'Agriculture*, Librairie Garneau, rue Buade, Québec.)

———

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

Table des matières

Préface. V

PREMIÈRE PARTIE

Le fait. Les causes

Le fait. 3

Les causes. 13

SECONDE PARTIE

Remèdes

CHAPITRE I

L'éducation. 33

CHAPITRE II

Détourner de l'émigration 43

CHAPITRE III

L'économie. 51

CHAPITRE IV

L'amour de la terre..... 67

CHAPITRE V

La colonisation..... 85

CHAPITRE VI

L'autorité 105

CHAPITRE VII

La patriotisme..... 117

CHAPITRE VIII

Moyens économiques..... 123

Conclusion..... 137

Appendices..... 139

Table des matières 168

95

LES ATELIERS DE RELIURE
MARCEL BEAUDOIN

BNQ
000 337 242